

L'Europe décroche

Perspectives pour l'économie mondiale et la zone euro 2024-2025

L'heure des comptes

Perspectives pour l'économie française 2024-2025

Conférence de presse

10 avril 2024

☐ Synthèse générale

Eric Heyer et Xavier Timbeau

☐ Partie I : Perspectives 2024-2025 pour l'économie mondiale et de la Zone euro

☐ Scénario global

Christophe Blot

☐ Tour du Monde

■ Allemagne

Céline Antonin

■ Chine

Catherine Mathieu

■ Espagne

Christine Riffart

■ Etats-Unis

Christophe Blot

■ Italie

Benoît Williatte

■ Japon

Sabine Le Bayon

■ Pays émergents

Amel Falah et Christine Riffart

■ Royaume-Uni

Hervé Péléraux & Catherine Mathieu

■ Matières premières

Céline Antonin

☐ Partie II : Perspectives 2024-2025 pour l'économie française

☐ Scénario global

Mathieu Plane

■ Equipe France

Elliot Aurissergues, Bruno Coquet, Magali Dauvin, Ombeline Jullien de Pommerol,
Pierre Madec & Raul Sampognaro

☐ Etudes spéciales

☐ Le secteur de la construction en Europe

Pierre Madec

☐ Impact de la crise sur le potentiel de croissance dans les pays développés

Christophe Blot et al.

Les 4 messages clés !

❑ **Activité : Un « ralentissement accéléré »**

- ❑ **L'Europe décroche** par rapport aux Etats-Unis... et l'Allemagne est à la traîne de l'Europe
- ❑ **La révision de la croissance française de 0,8 % à 0,5 % pour 2024** s'explique :
 - Par un acquis de croissance plus faible que prévu (0,15 pt de PIB)
 - Par l'impact des nouvelles annonces budgétaires (0,2 pt de PIB)
- ❑ **Les raisons du ralentissement changent de nature**
 - Les freins sur l'Offre se lève progressivement, notamment les problèmes d'approvisionnement
 - Le frein principal redevient celui de la Demande

❑ **Inflation : Une « baisse accélérée »**

- ❑ L'inflation revient plus vite qu'anticipée vers la **cible des 2%**
- ❑ **Apparition d'un écart significatif du niveau des prix** entre les pays développés

❑ **Policy Mix : l'heure des comptes**

- ❑ Politique monétaire : **vers le début de la normalisation**... mais des effets récessifs en 2024 des hausses passées
- ❑ Politique budgétaire : **vers le retour de la rigueur**... surtout après 2024 et en Europe

❑ **Marché du travail : le retour des gains de productivité...**

- ❑ ... qui va aider à absorber **les hausses de salaires à venir**...
- ❑ ... mais provoquer **une hausse du chômage** dans les grands pays développés

L'Europe décroche

Perspectives pour l'économie mondiale et la zone euro

2024-2025

Conférence de presse

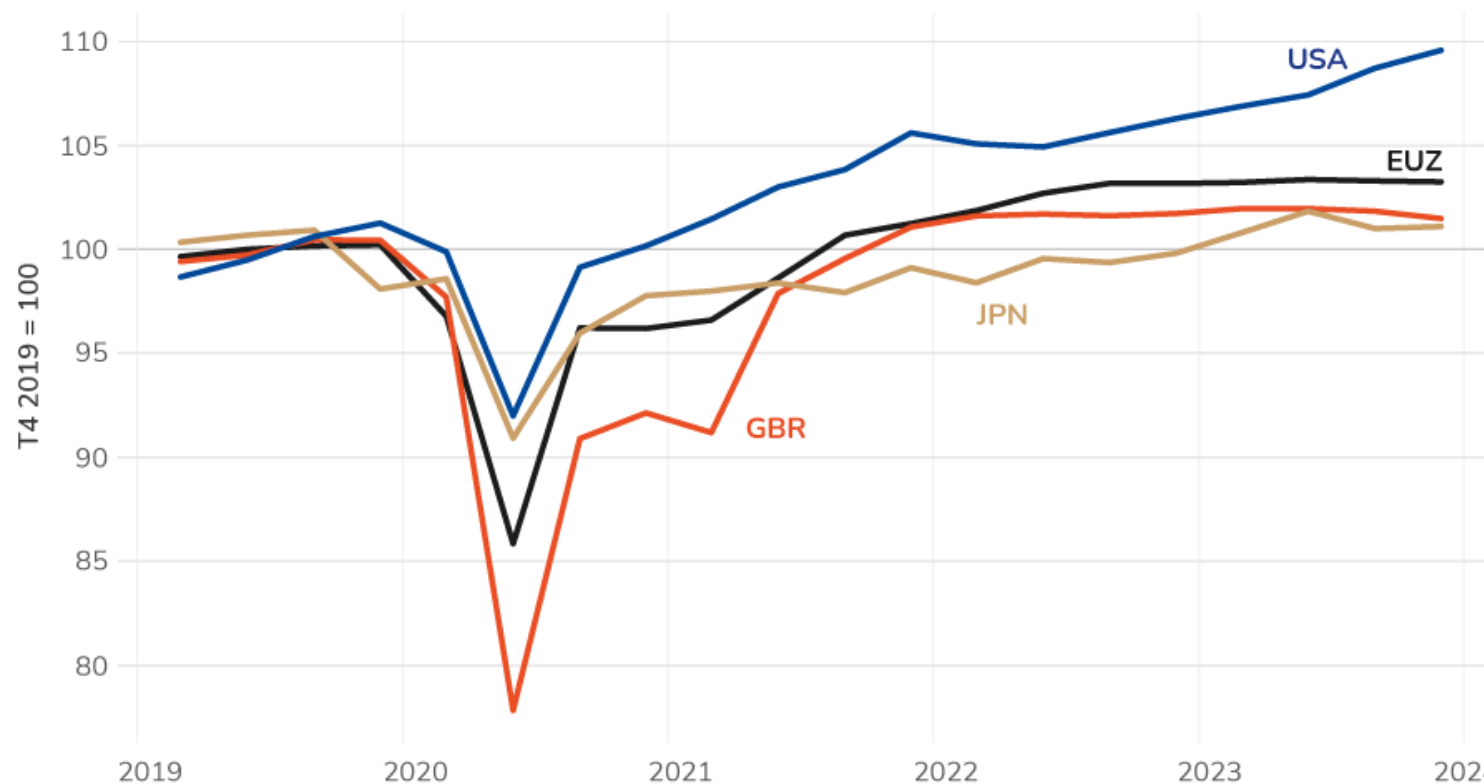
10 avril 2024

Le ralentissement économique des pays industrialisés se confirme...

❑ ... surtout dans les pays européens

Croissance du PIB annuel (en %)	2022	2023
Pays industrialisés	2,6	1,5
Pays émergents & en développement	3,9	4,1

Niveau du PIB depuis 2019

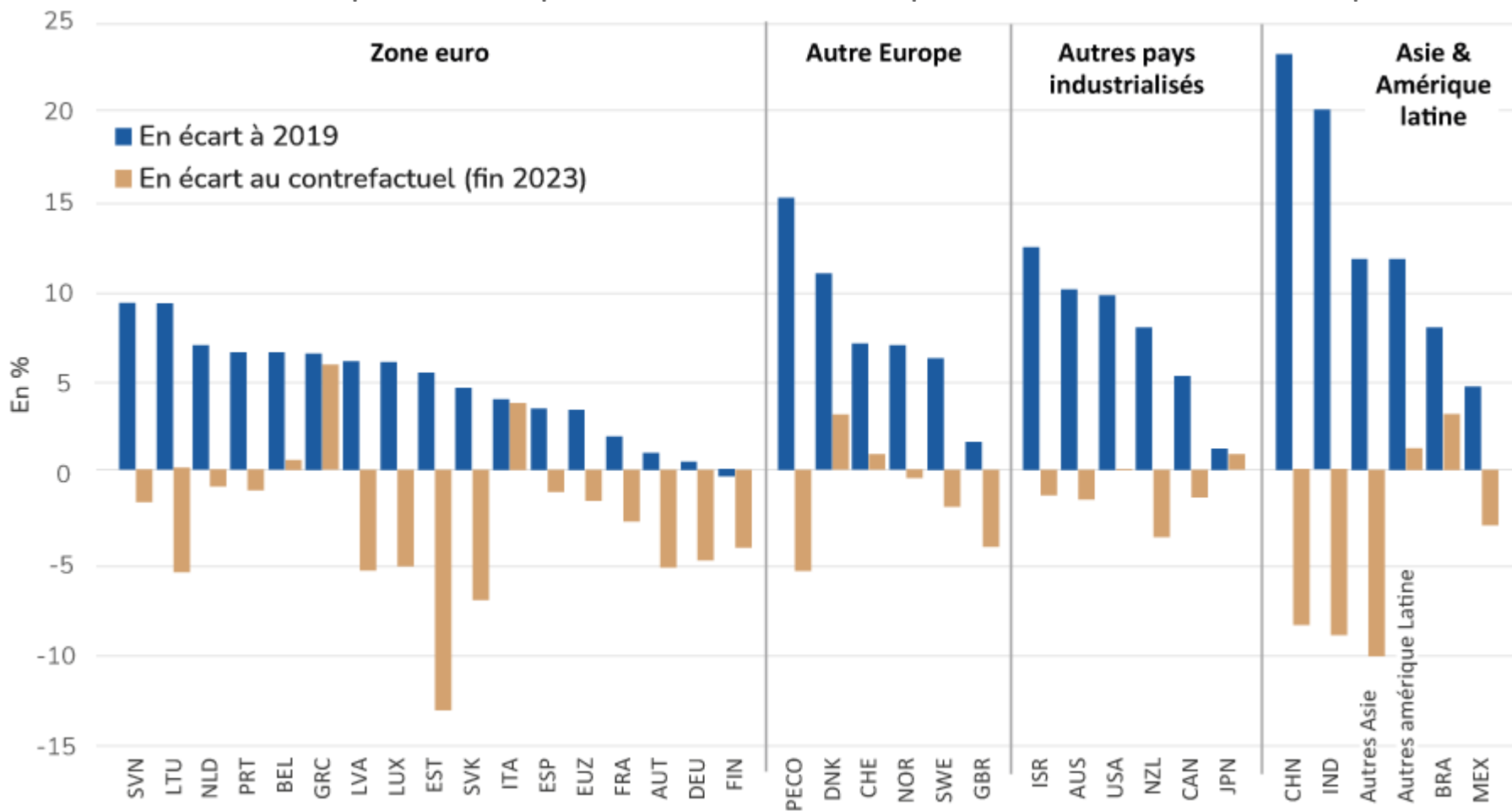


Eurostat, BEA, ONS, Statistics Bureau of Japan.

Pourquoi une telle divergence ?

Des écarts de croissance potentielle ?

- Depuis 2020, la croissance du PIB de la zone euro et du Royaume-Uni est inférieure à la croissance potentielle pré-Covid. Pas d'écart pour les États-Unis ou le Japon.

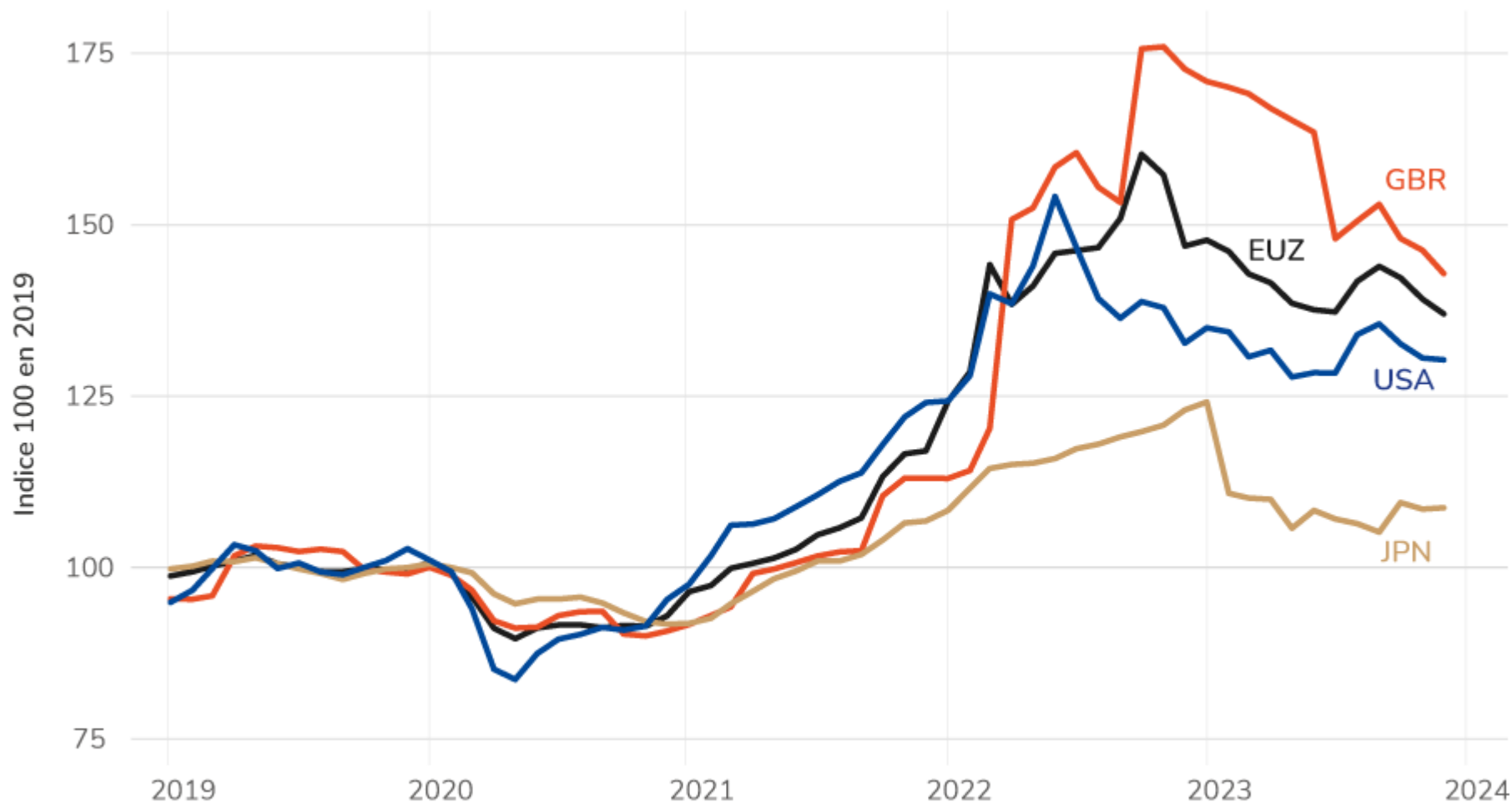


Comptabilités nationales et Perspectives économiques de l'OCDE n° 106 (novembre 2019).

Pourquoi une telle divergence ?

❑ Les conséquences de la crise énergétique ?

❑ Peu d'écart sur l'évolution de la composante énergie de l'inflation mais...

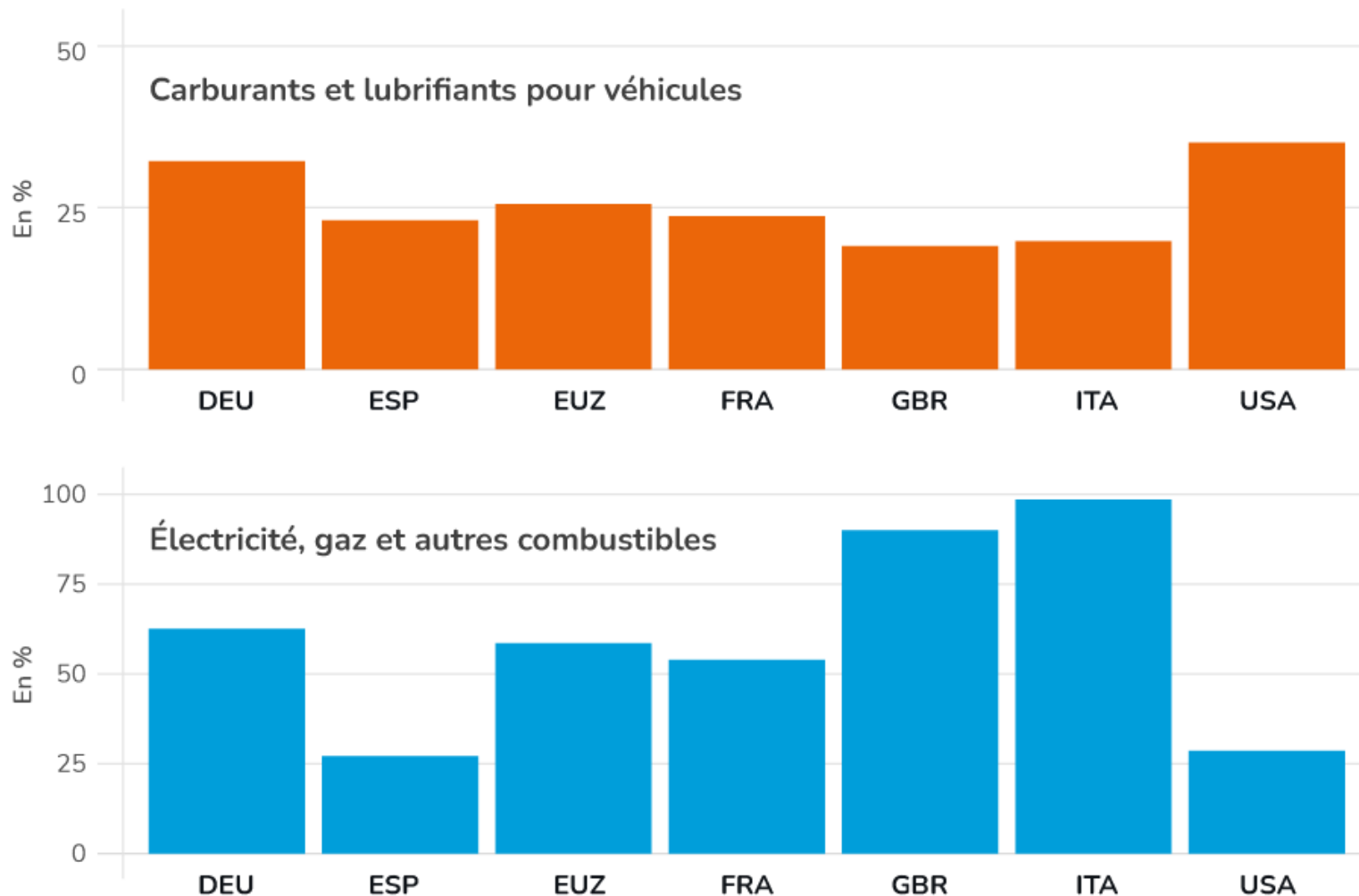


Eurostat, BLS, ONS, Statistics Bureau of Japan.

Pourquoi une telle divergence ?

❑ Les conséquences de la crise énergétique ?

- ❑ Un choc pétrole identique mais un choc sur le prix du gaz plus important en Europe



Eurostat, BLS, ONS, Statistics Bureau of Japan.

Pourquoi une telle divergence ?

❑ Des différences de soutien budgétaire ?

- ❑ Même s'il n'y a pas eu de « mesures énergie » aux États-Unis, la politique budgétaire a été expansionniste en 2023
- ❑ Les mesures prises pendant la période Covid ont été bien plus importantes, ce qui pourrait avoir soutenu l'activité au-delà de 2020-2021.

Impact des mesures budgétaires « Covid » & « énergie » sur le déficit structurel primaire.

En pts de PIB structurel	2020	2021	2022	2023
EUZ-4	3,6	3,4	2,8	1,4
GBR	7,7	5,2	2,1	1,8
USA	10,5	11,6	3,4	2,2

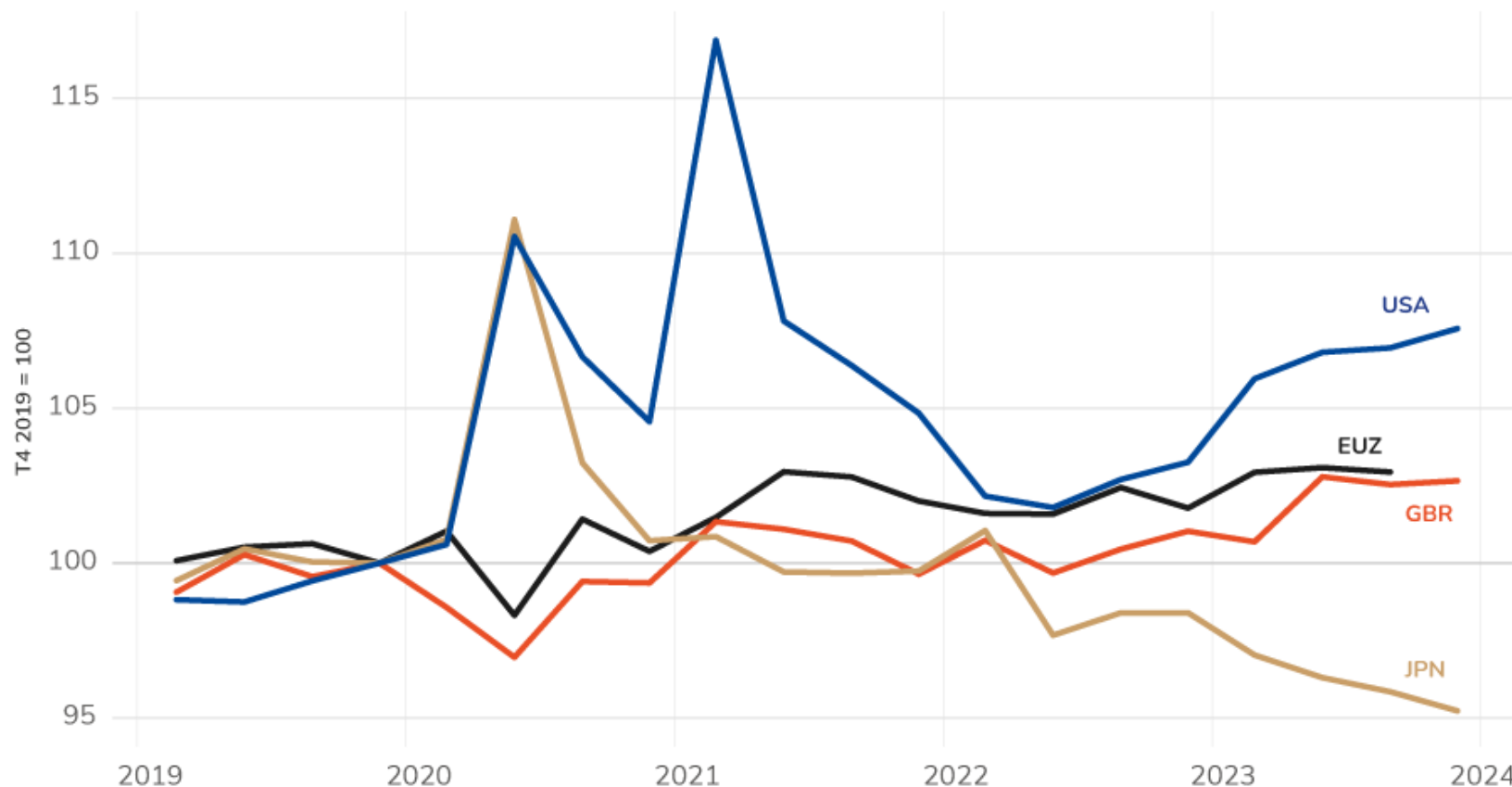
Source : Calculs OFCE.

Pourquoi une telle divergence ?

❑ Une différence de revenus (liée aux transferts budgétaires et aux salaires)

❑ Une hausse cumulée du revenu disponible bien plus forte outre-Atlantique...

Évolution du revenu disponible des ménages depuis 2019

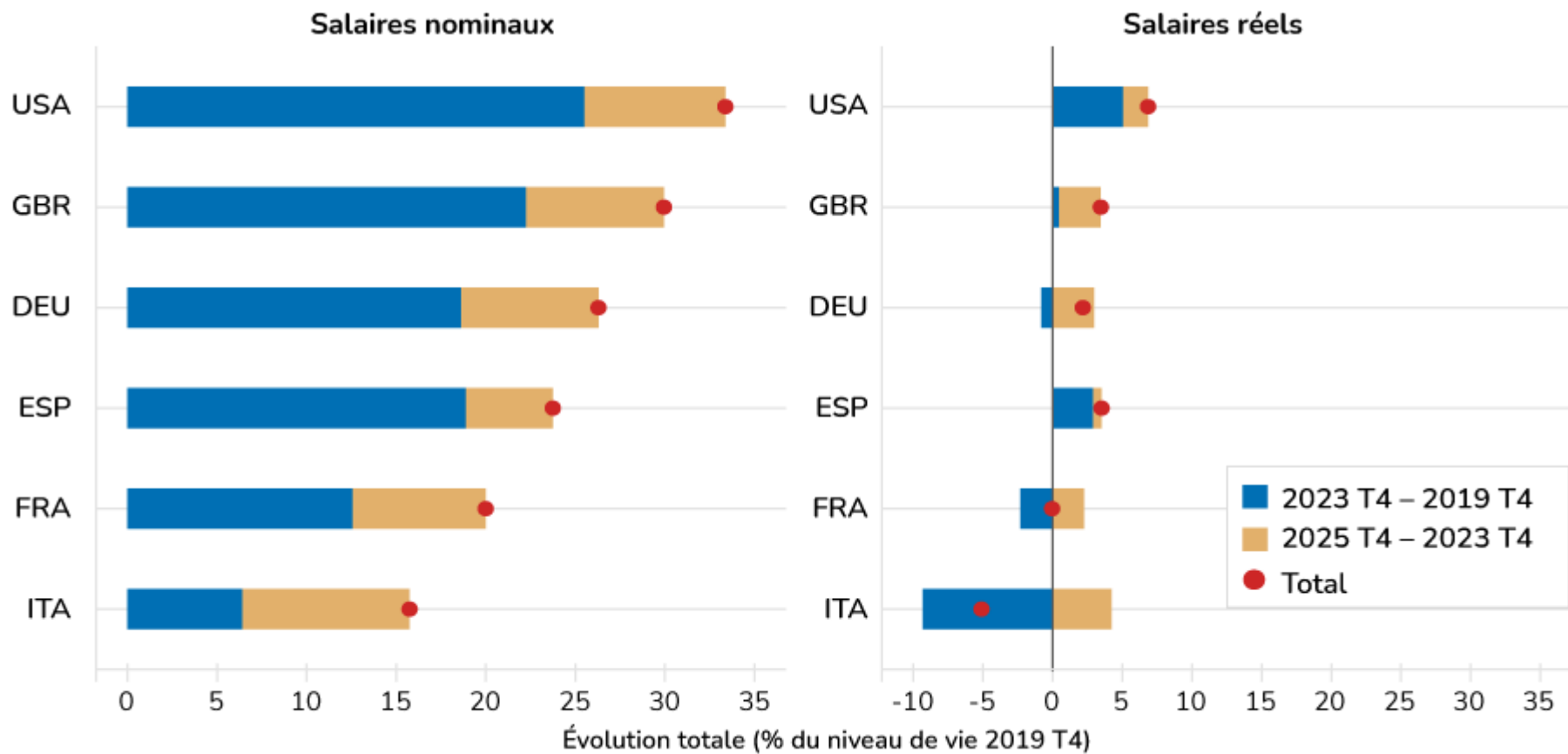


Eurostat, BEA, ONS, Statistics Bureau of Japan.

Pourquoi une telle divergence ?

❑ Une différence de revenus (liée aux transferts budgétaires et aux salaires)

❑ Des salaires réels plus dynamiques aux États-Unis



BLS, Eurostat, ONS, Calculs OFCE.

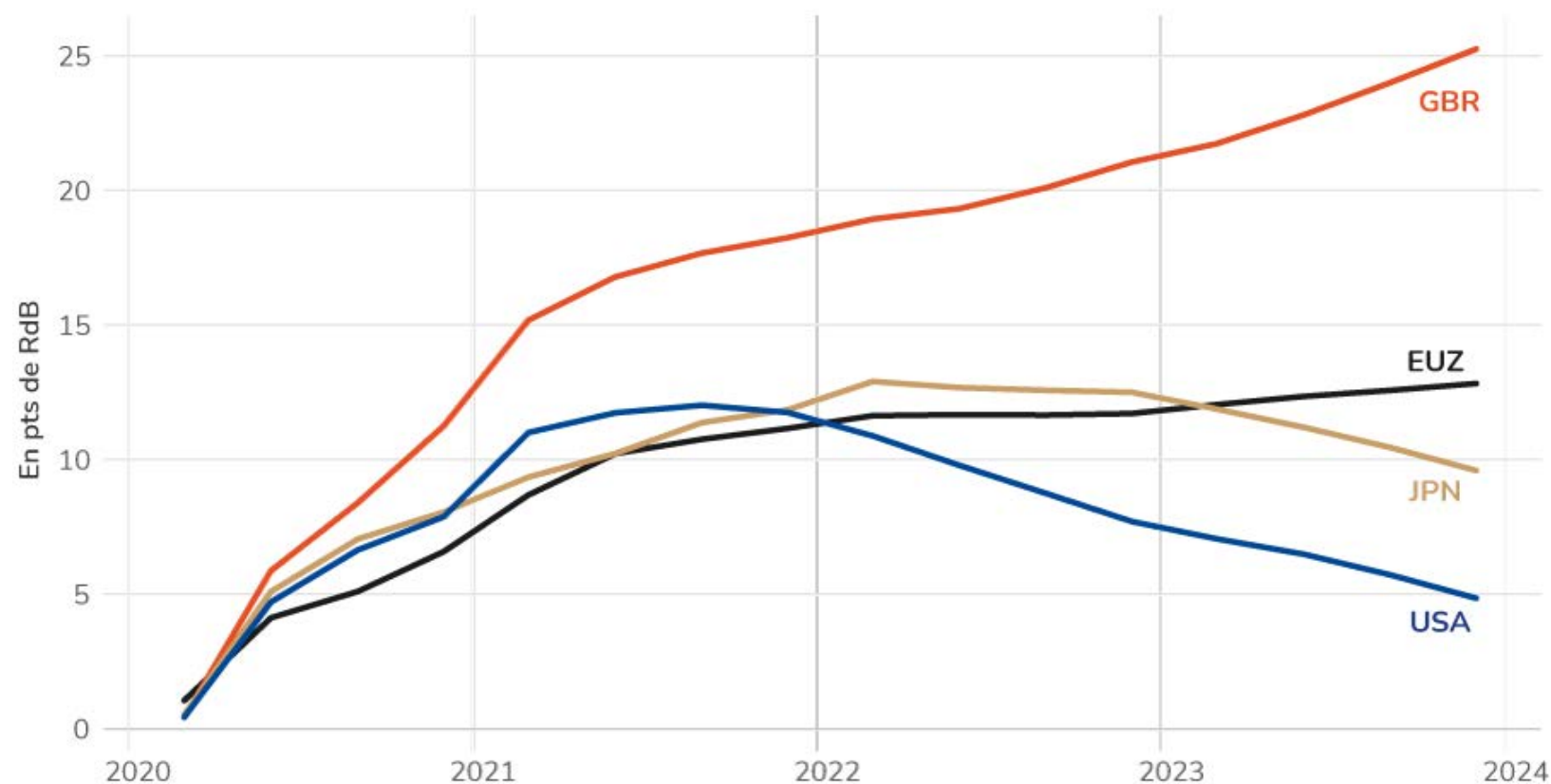
Pourquoi une telle divergence ?

❑ Une désépargne (consommation) plus forte

❑ Contribution de la consommation des ménages au PIB depuis fin 2019 :

- 7 points aux États-Unis contre 0,1 point dans la zone euro et -1,1 point au Royaume-Uni

Surépargne accumulée (par rapport au taux de 2019)



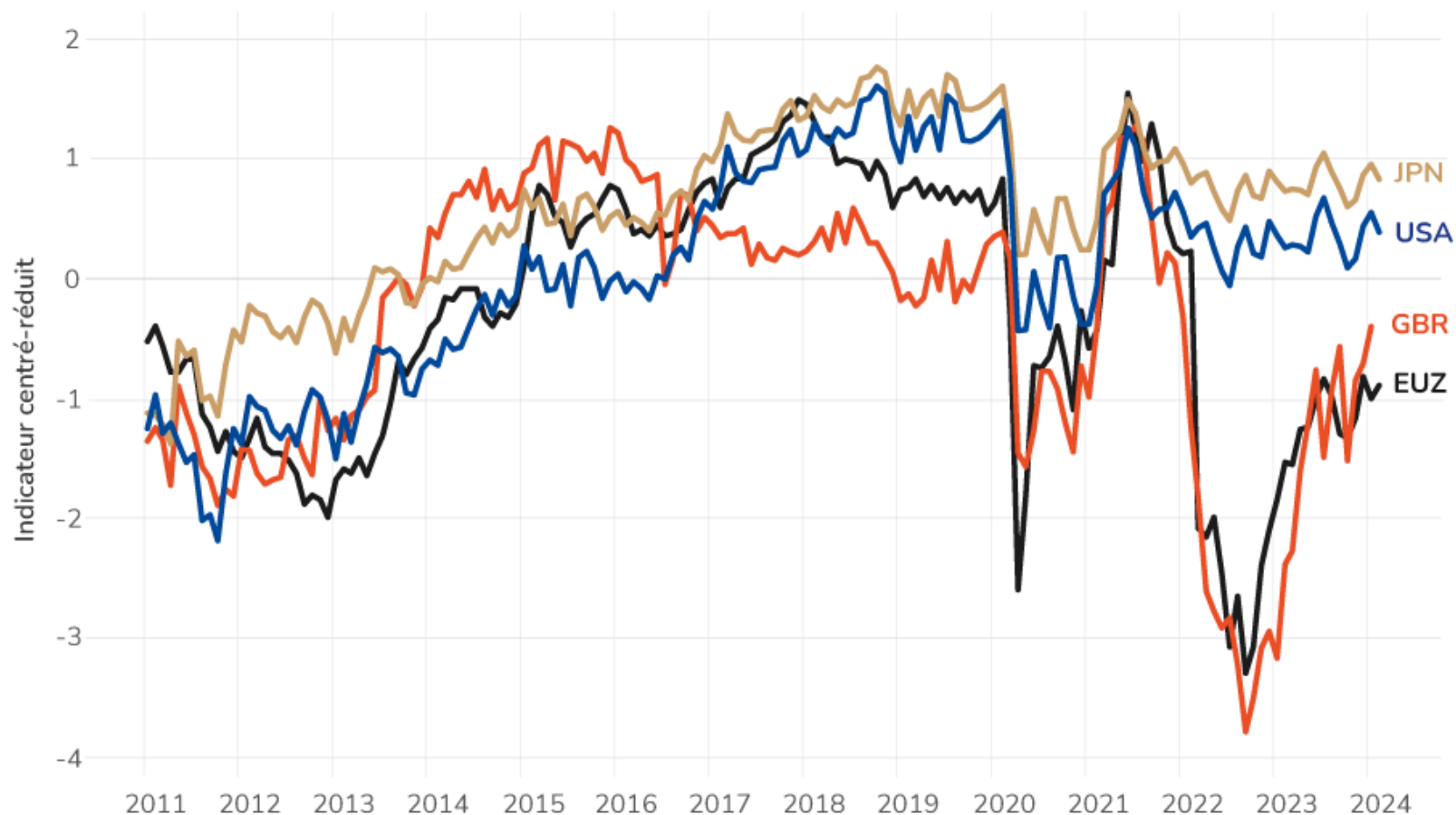
Eurostat, BEA, ONS, Statistics Bureau of Japan.

La tendance peut-elle s'inverser ?

❑ Peu de signaux positifs en Europe à court terme

- ❑ La confiance des ménages n'est pas revenue

Climat de confiance des ménages



Commission européenne, Conference Board, Cabinet Office.

La tendance peut-elle s'inverser ?

❑ Peu de signaux positifs en Europe à court terme

- ❑ La confiance des ménages n'est pas revenue
- ❑ La production industrielle baisse en zone euro & au Japon (janv-fév 2024), stable au Royaume-Uni et en légère baisse aux Etats-Unis

En %	Acquis	2024-T1	2024-T2	2024
DEU	-0.2	-0.2	0.1	-0.2
FRA	0.2	0.1	0.2	0.5
ITA	0.2	0.1	0.1	0.3
ESP	0.8	0.5	0.3	1.7
EUZ	0.0	0.2	0.2	0.5
GBR	-0.3	0.1	0.3	0.3
USA	1.4	0.4	0.1	1.8
JPN	-0.1	0.1	0.2	0.4

Sources : comptabilités nationales, prévision OFCE avril 2024.

La tendance peut-elle s'inverser ?

❑ Peu de signaux positifs en Europe à court terme

- ❑ La confiance des ménages n'est pas revenue
- ❑ La production industrielle baisse en zone euro & au Japon (janv-fév 2024), stable au Royaume-Uni et en légère baisse aux Etats-Unis

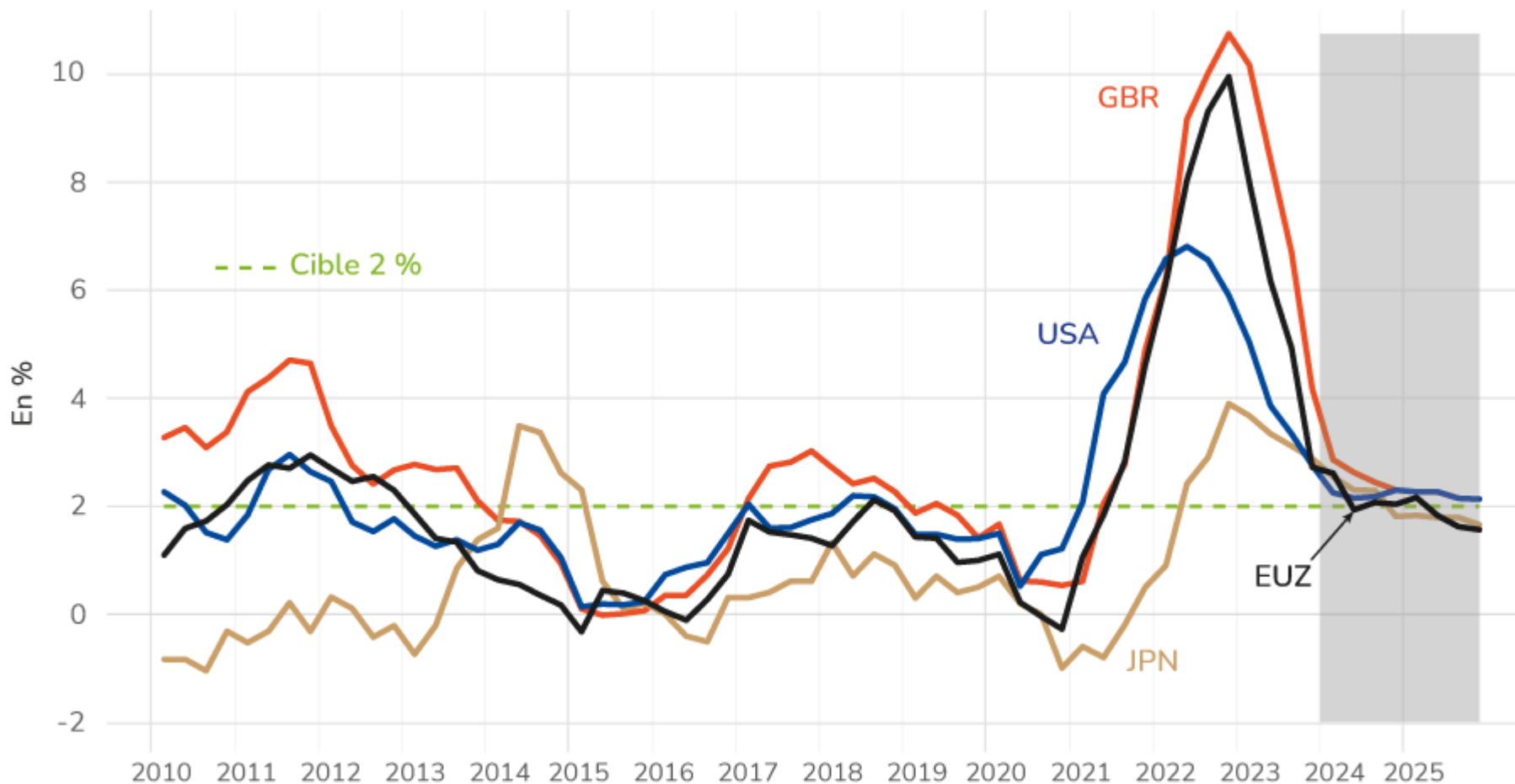
En %	Acquis	2024-T1	2024-T2	2024
DEU	-0.2	-0.2	0.1	-0.2
FRA	0.2	0.1	0.2	0.5
ITA	0.2	0.1	0.1	0.3
ESP	0.8	0.5	0.3	1.7
EUZ	0.0	0.2	0.2	0.5
GBR	-0.3	0.1	0.3	0.3
USA	1.4	0.4	0.1	1.8
JPN	-0.1	0.1	0.2	0.4

Sources : comptabilités nationales, prévision OFCE avril 2024.

Perspectives 2024 – 2025 : poursuite de la désinflation

Fin de la crise énergétique

- Stabilité des prix de l'énergie (85\$ pour le pétrole, 30 €/MWh pour le gaz européen)
- L'inflation revient progressivement vers 2%



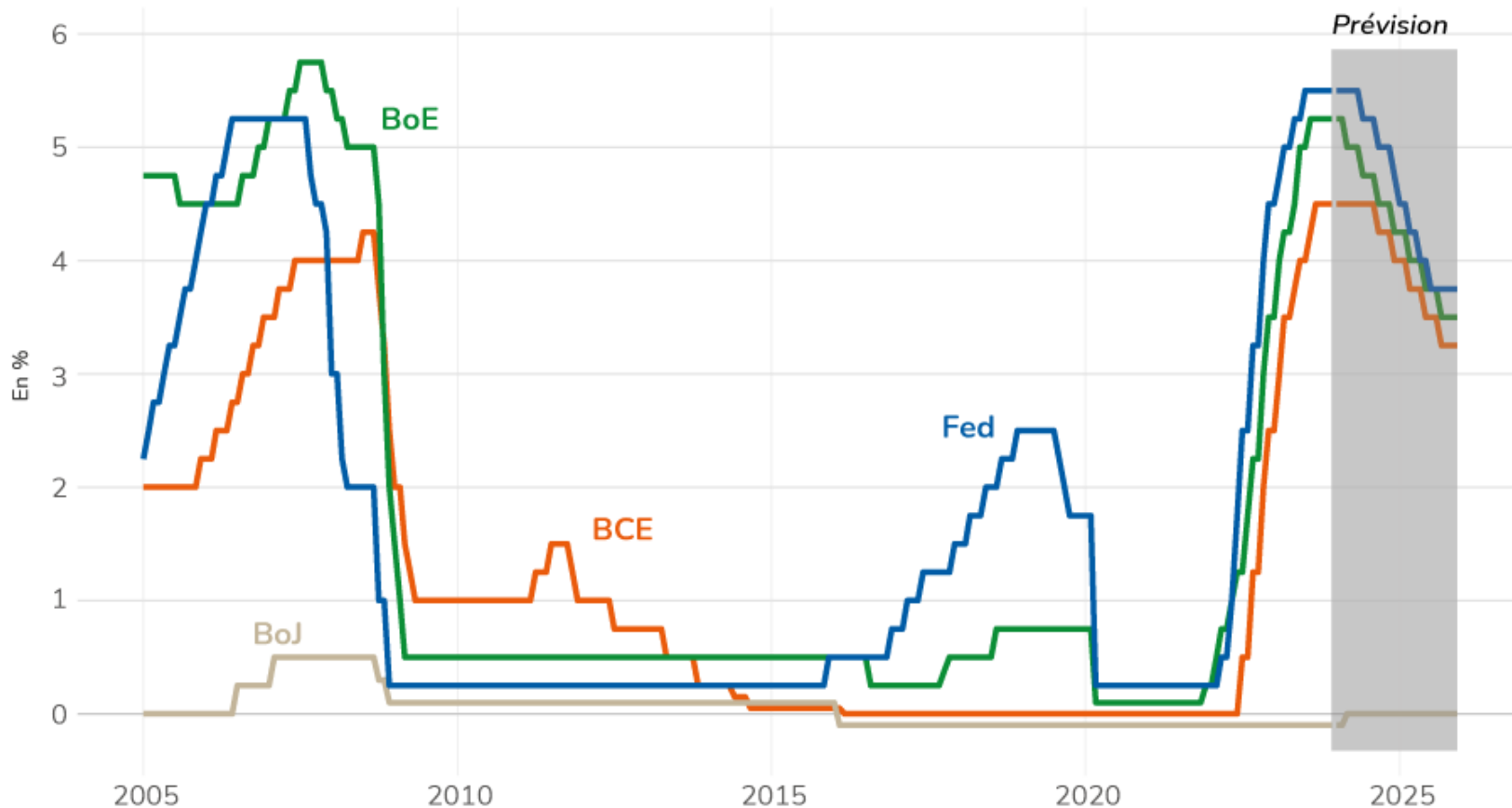
Eurostat, BEA, ONS, Statistics Bureau of Japan.

❑ Pour soutenir la croissance...

❑ ... en 2025

Scénario de politique monétaire

Taux directeur des principales banques centrales



BCE, Réserve fédérale, BoJ, BoE, prévisions OFCE.

❑ Des finances publiques dégradées

- ❑ Solde budgétaire 2023 : ça se dégrade aussi aux en Italie et aux États-Unis
- ❑ Une consolidation plus importante en Europe malgré une situation budgétaire plus favorable et une croissance moins favorable

Solde budgétaire (en % du PIB)

	DEU	FRA	ITA	ESP	GBR	USA
2023	-2,1	-5,5	-7,2	-4,2	-5,2	-8,1
2024	-2,1	-5,0	-5,2	-3,7	-4,7	-7,7
2025	-1,4	-4,4	-4,2	-2,7	-4,0	-8,0

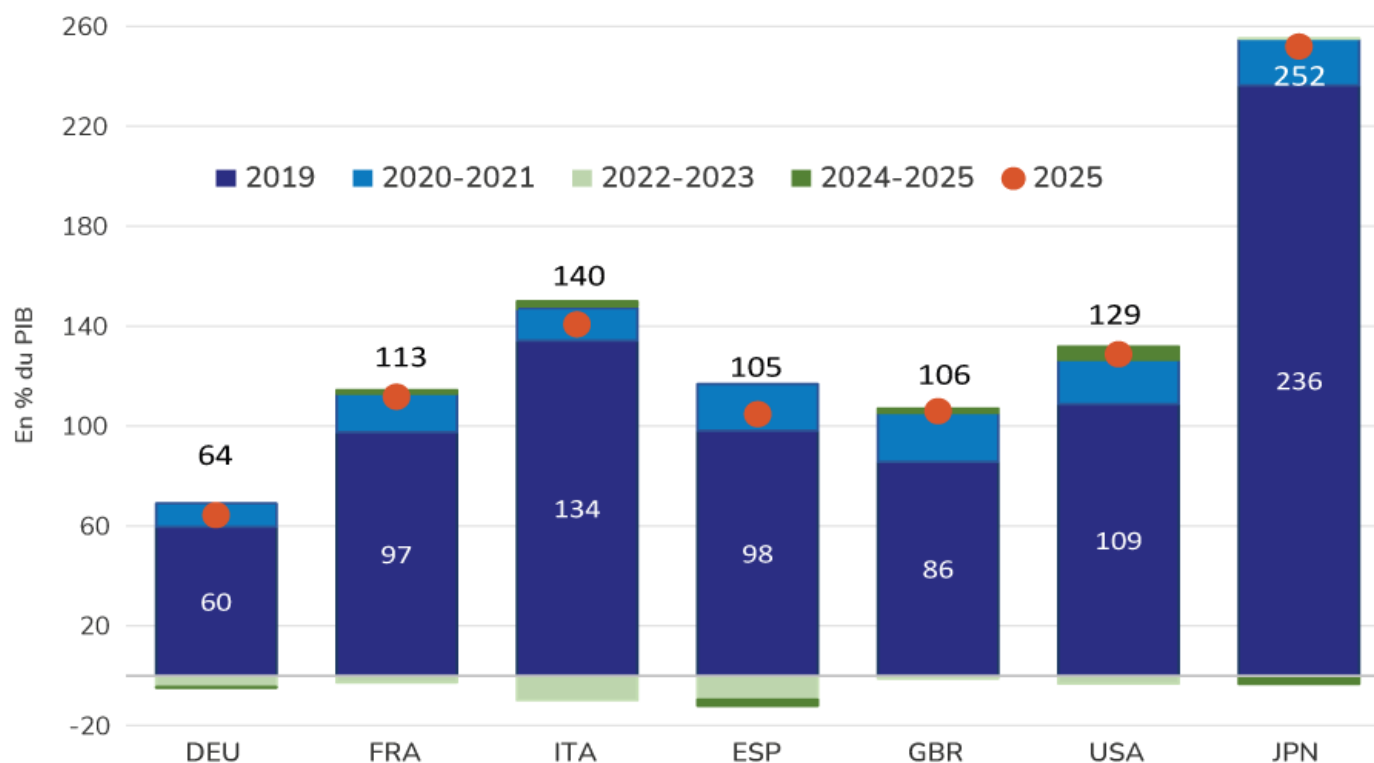
Sources : Instituts statistiques nationaux, prévision OFCE avril 2024.

Perspectives 2024 – 2025 : vers une consolidation budgétaire ?

❑ Des finances publiques dégradées

- ❑ Solde budgétaire 2023 : ça se dégrade aussi aux en Italie et aux États-Unis
- ❑ Une consolidation plus importante en Europe malgré une situation budgétaire plus favorable et une croissance moins favorable

Dettes publiques 2019-2025 (en % du PIB)



FMI (Fiscal Monitor, novembre 2023), Eurostat, ONS, prévision OFCE avril 2024.

- ❑ Les perspectives s'améliorent à partir du 2^{ème} semestre 2024

Tableau 2. Croissance du PIB mondial

En %	PIB en volume		
	2023	2024	2025
DEU	-0,1	-0,2	1,4
FRA	0,9	0,5	1,2
ITA	0,9	0,4	0,9
ESP	2,5	1,7	1,9
EUZ	0,5	0,5	1,5
GBR	0,1	0,3	1,4
USA	2,5	1,8	2,1
JPN	1,9	0,4	0,9
Pays industrialisés	1,5	1,1	1,7
CHN	5,2	4,7	4,6
Reste du monde	4,0	3,7	3,8
Monde	2,9	2,6	2,8

FMI, OCDE, sources nationales, calculs et prévision OFCE avril 2024.
Pondération selon le PIB et les PPA de 2014 estimés par le FMI.

L'heure des comptes

Perspectives pour l'économie française 2024-2025

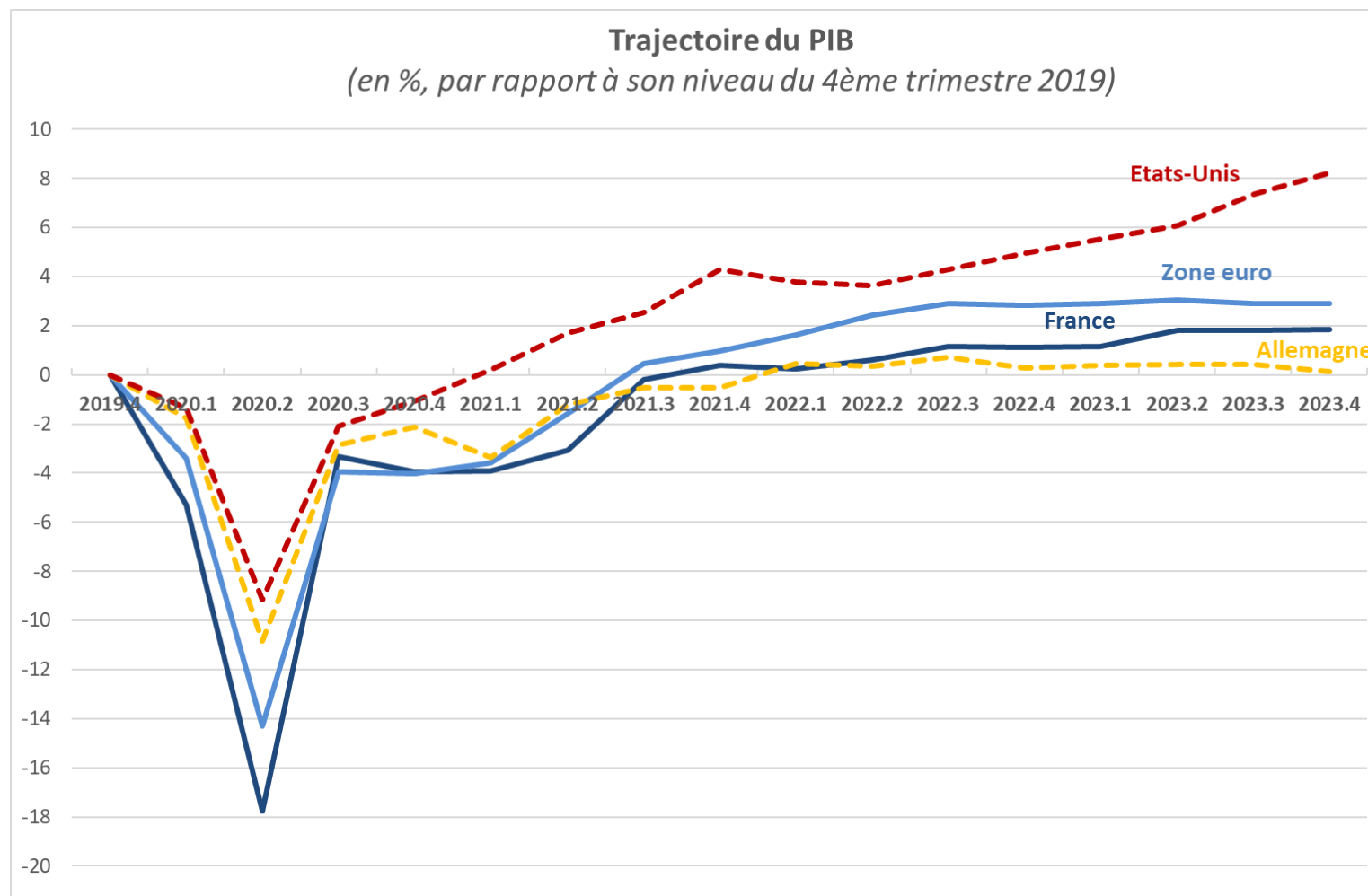
Conférence de presse

10 avril 2024

Bilan depuis le début des crises (sanitaire et énergétique)

Fin 2023 / fin 2019 :

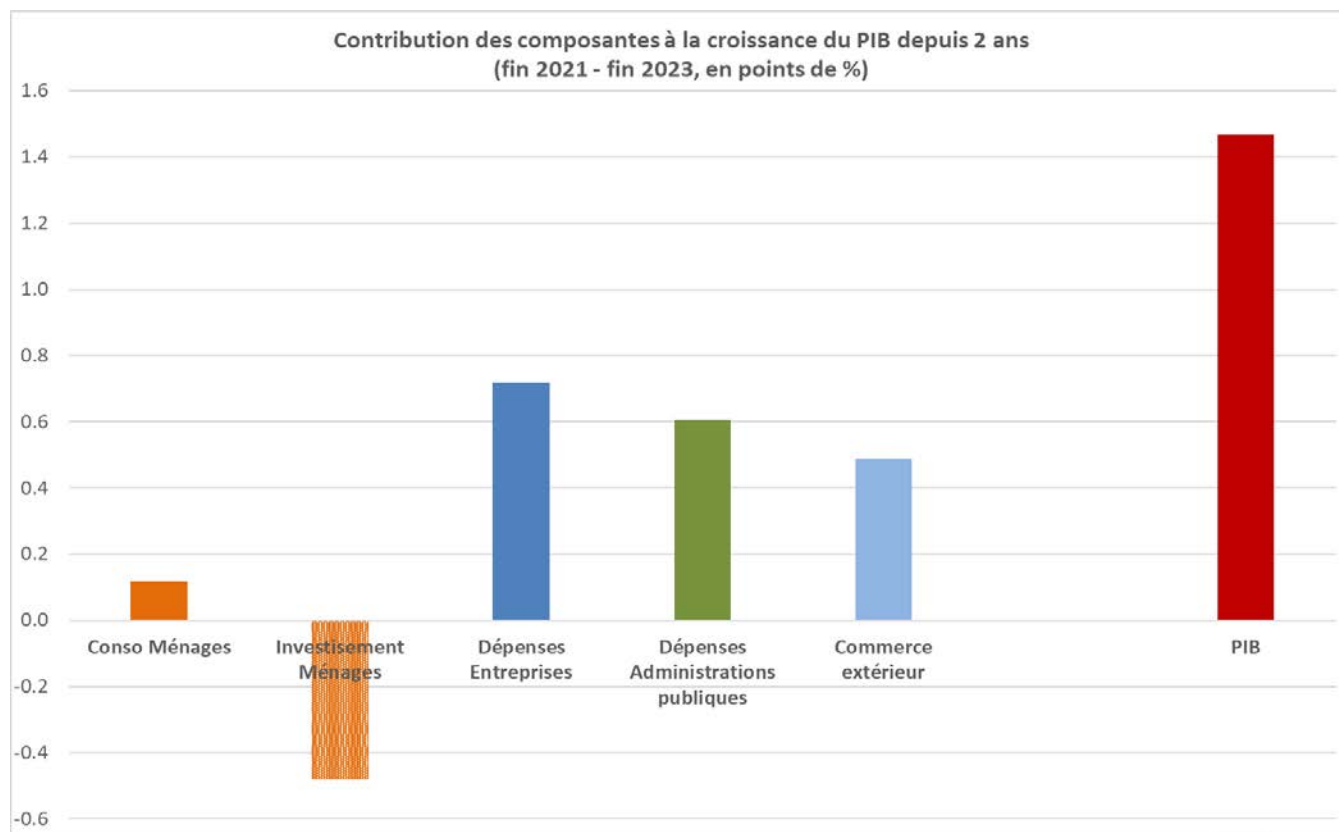
- PIB de la France : +1,9 % (+0,3 % par habitant) et PIB de la ZE : +2,9 % (+1,9 % par habitant)
- PIB des Etats-Unis : + 8,2 % (+6,1 % par habitant) et PIB de l'Allemagne : +0,1 % (-1,1 % par habitant)



Sources : Insee, Eurostat, OCDE, calculs OFCE

Les dépenses des ménages réduisent le PIB depuis deux ans

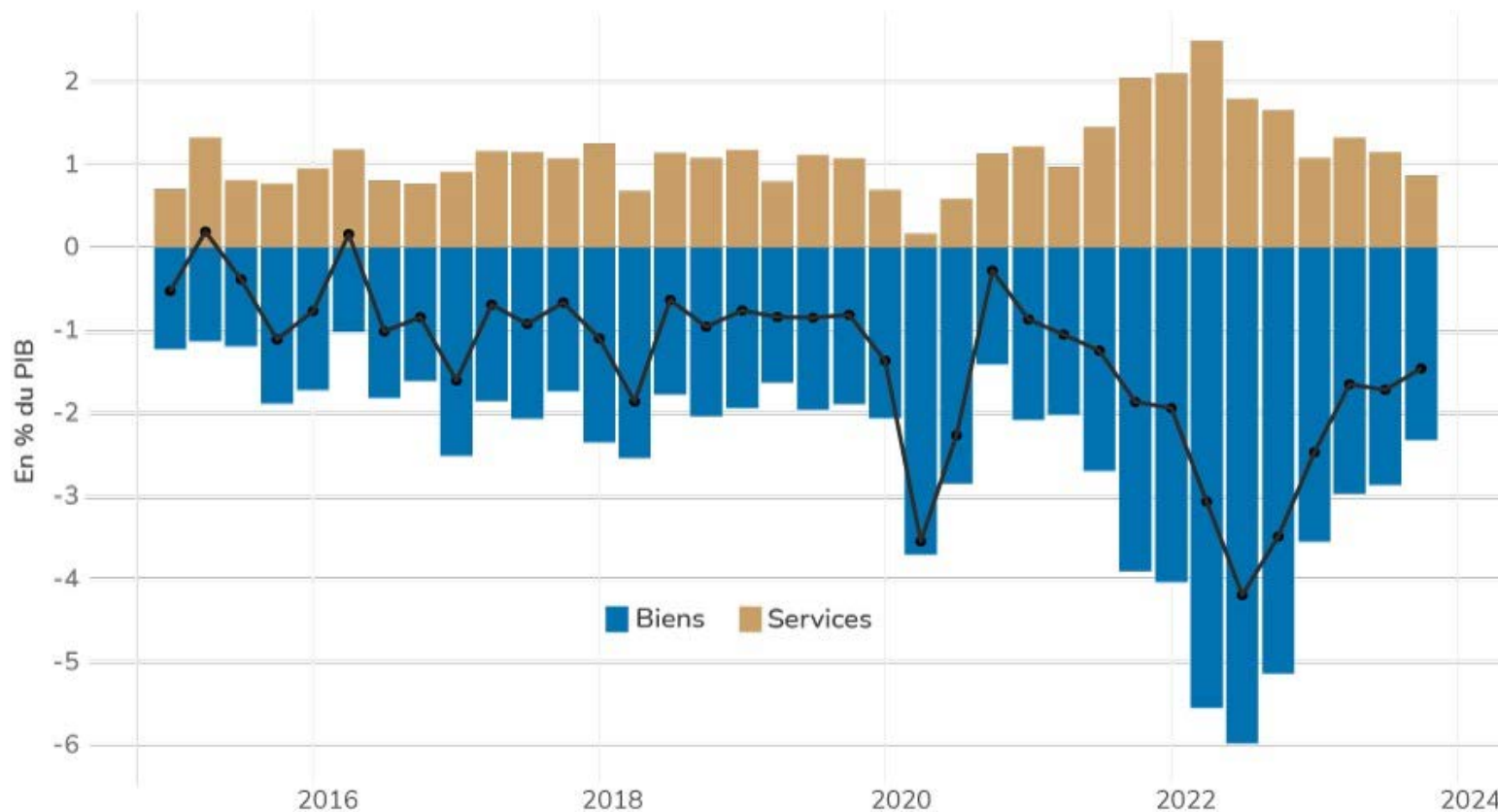
- ❑ Depuis la fin 2021, la croissance est tirée par les entreprises, les administrations publiques et le redressement progressif du commerce extérieur...
- ❑ ...mais le comportement des ménages pèse sur la consommation
 - ❑ Consommation atone et chute de l'investissement des ménages (crise immobilière)
 - ❑ Stagnation du pouvoir d'achat et épargne élevée (baisse des salaires réels, taxe inflationniste sur le patrimoine, hausse des taux, précaution liée à l'incertitude...)



Sources : Insee, calculs OFCE

Redressement de la balance commerciale en biens et services

- ❑ Le besoin de financement de la Nation s'est nettement réduit depuis le pic de la mi-2022 et il est revenu à un niveau proche de celui d'avant crise...
 - ❑ -1,1 point de PIB fin 2023 (après - 4,5 points au 3^{ème} trimestre 2022)
- ❑ ...avec la baisse des prix de l'énergie et la réduction du déficit des produits manufacturés (avec notamment l'amélioration de l'aéronautique)

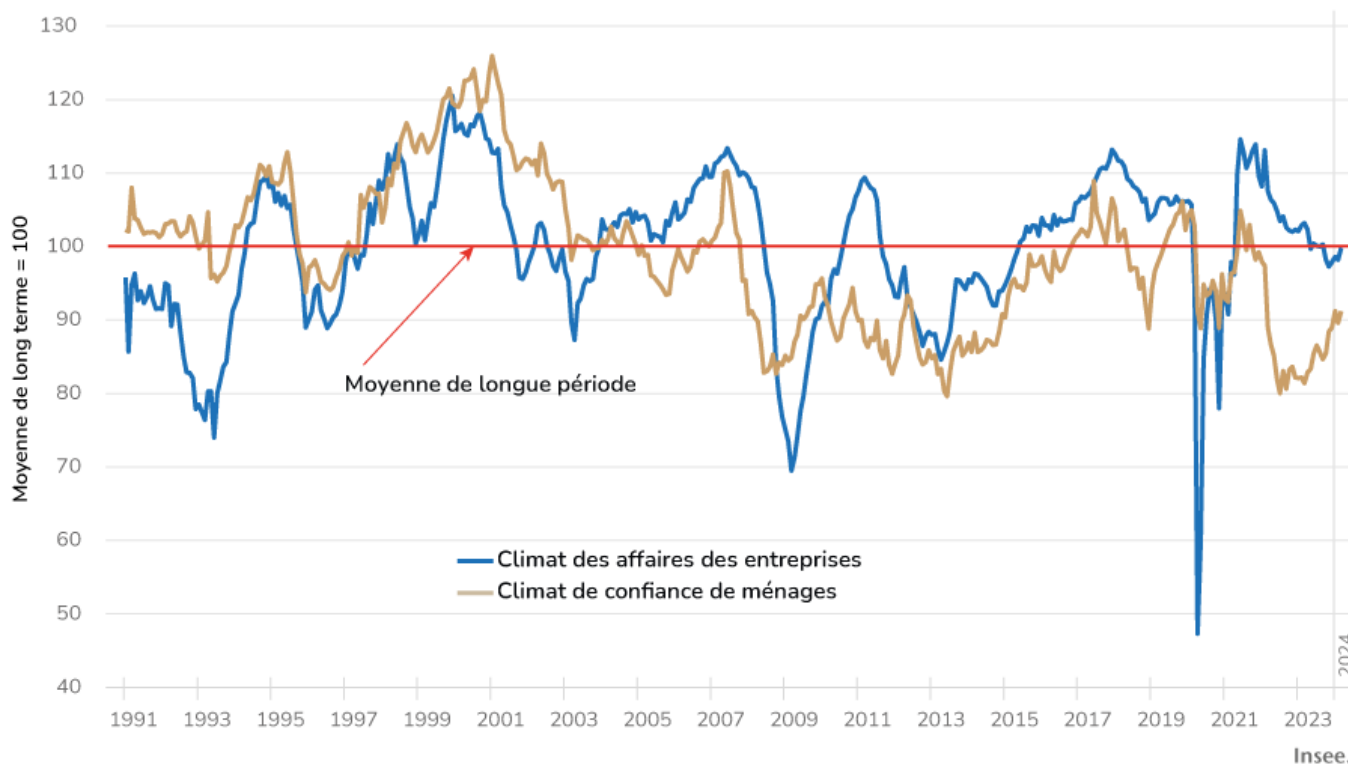


Banque de France, Insee, calculs OFCE.

Des éléments conjoncturels peu favorables en début d'année

Des enquêtes de conjoncture et des informations statistiques à la peine

- Amélioration du côté des ménages mais niveau encore très bas au 1^{er} trimestre
- Légèrement en-dessous de la moyenne historique pour les entreprises (malgré petite hausse en mars)
- Acquis négatif en février pour le TI 2024 pour la production manufacturière (-0,6 %) et la consommation en biens (-0,2 %)
- Seul point positif mais chiffre de janvier : Acquis pour l'IPI Services à +1,7 % pour le TI 2024



**Prévisions 2024-2025 :
Quel impact des chocs macroéconomiques
et quel scénario de croissance ?**

Tableau 2. Évaluation de l'effet des différents chocs sur la croissance du PIB

<i>En point de PIB</i>	2022	2023	2024	2025
Croissance hors chocs*	4,0	1,5	1,5	1,7
Choc Covid et approvisionnements	-0,3	0	0,3	0,2
Variation des taux	-0,1	-0,5	-0,6	0,2
Incertitude et tensions géopolitiques	-0,4	0,4	-0,1	0,1
Choc énergie**	-1,5	-0,6	0,4	0,2
Bouclier tarifaire et mesures énergie**	1,0	0,2	-0,8	-0,4
Mesures budgétaires*** (hors mesures énergie)	0,2	-0,1	-0,2	-0,6
<i>Autres</i>	-0,3	0,0	0,0	0,0
Croissance observée et prévue	2,5	0,9	0,5	1,2

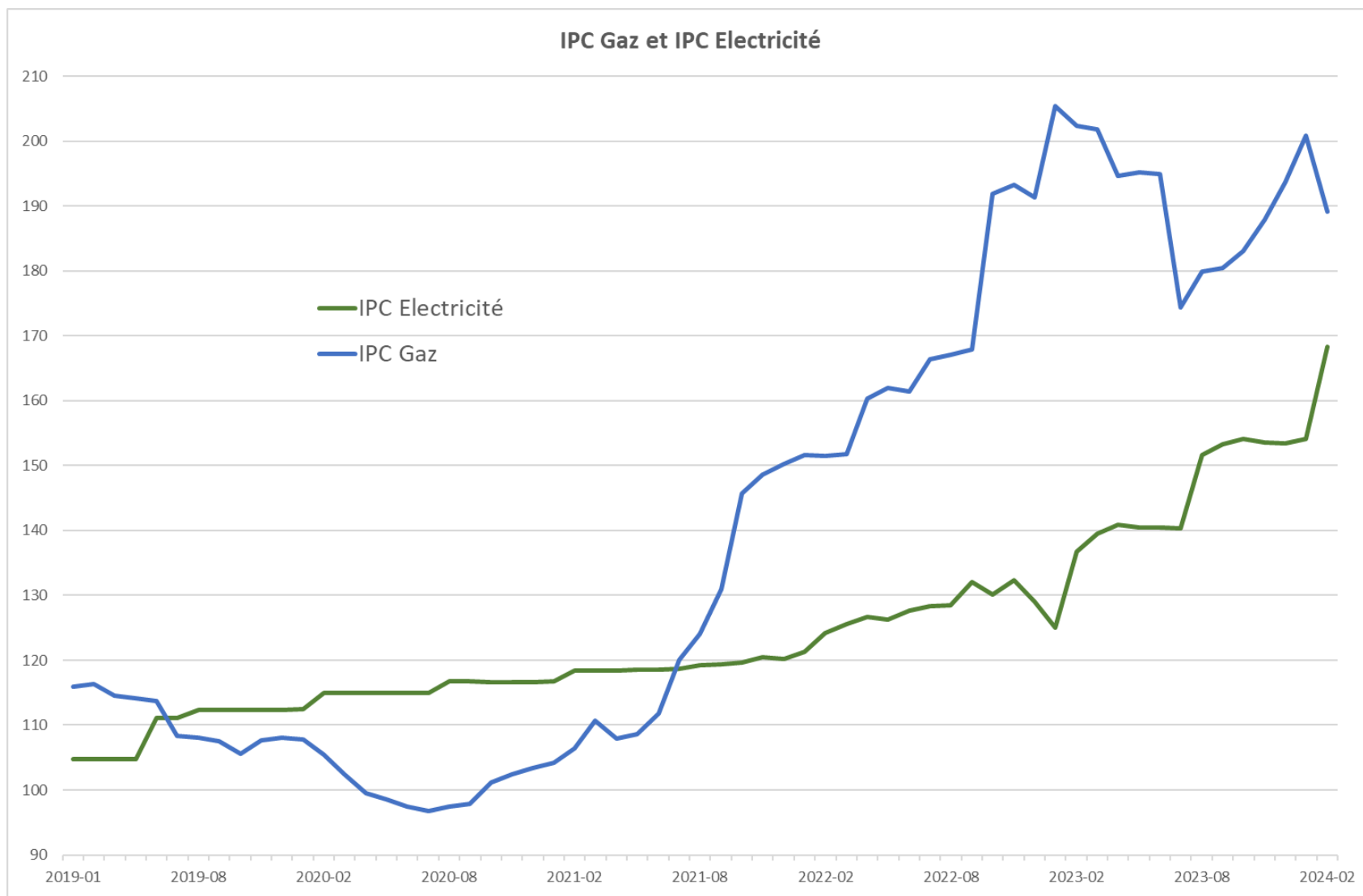
Insee, prévisions OFCE.

* Correspond à la croissance potentielle, plus la fermeture de l'*output gap* et l'acquis potentiel de croissance.

** Dans le détail, le choc énergie conduit à réduire la croissance du PIB de -1,5 point en 2022, -0,6 point en 2023 et à l'augmenter de +0,4 point en 2024 et +0,2 point en 2025, soit un effet cumulé de -1,5 point de PIB sur la période 2022-2025. La mise en place de mesures budgétaires spécifiques pour amortir ce choc énergie a eu un effet sur la croissance du PIB de +1 point en 2022, +0,2 point en 2023 et -0,8 point en 2024 et -0,4 point en 2025, soit un effet cumulé nul sur la période en raison de l'extinction des mesures budgétaires exceptionnelles à l'horizon de notre prévision.

*** Cela inclut les 10 milliards d'économies budgétaires pour 2024 et les 20 milliards supplémentaires annoncées pour 2025.

Pas de baisse des prix à la consommation du gaz et de l'électricité



Source : Insee

La prévision du PIB trimestriel dans le détail

- ❑ Une croissance faible à court terme (conforme aux enquêtes et éléments conjoncturels)
- ❑ Une reprise progressive de la consommation des ménages mais un net ralentissement du côté de la consommation des APU
- ❑ Un investissement qui se contracte en 2024 (ménages et entreprises)
- ❑ Un commerce extérieur qui s'améliore (aéronautique, JO...) et redressement des stocks

Tableau 3. Compte Emplois-Ressources pour la France

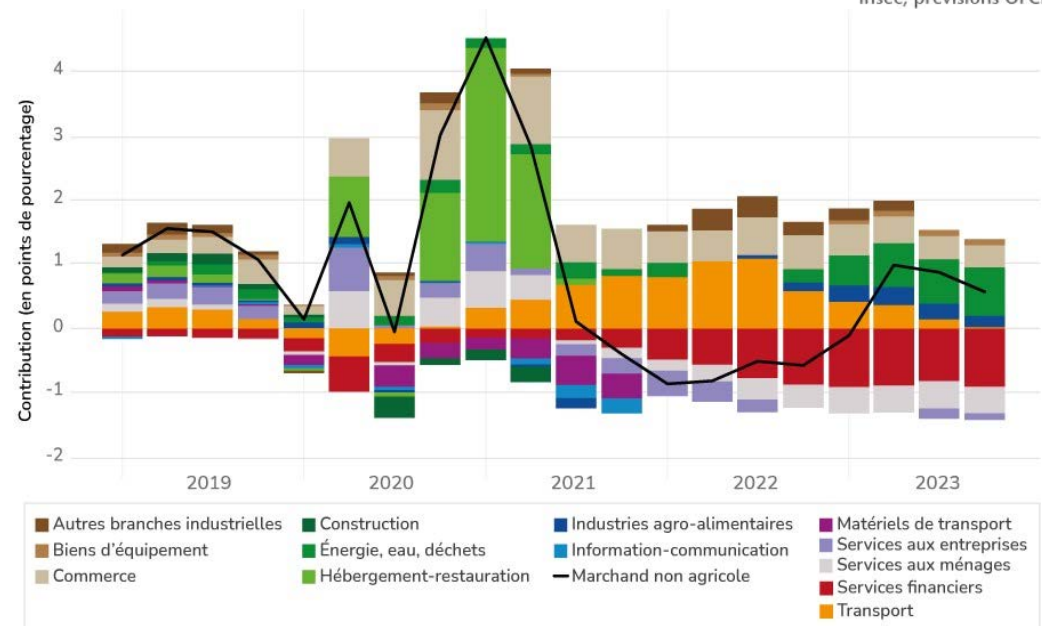
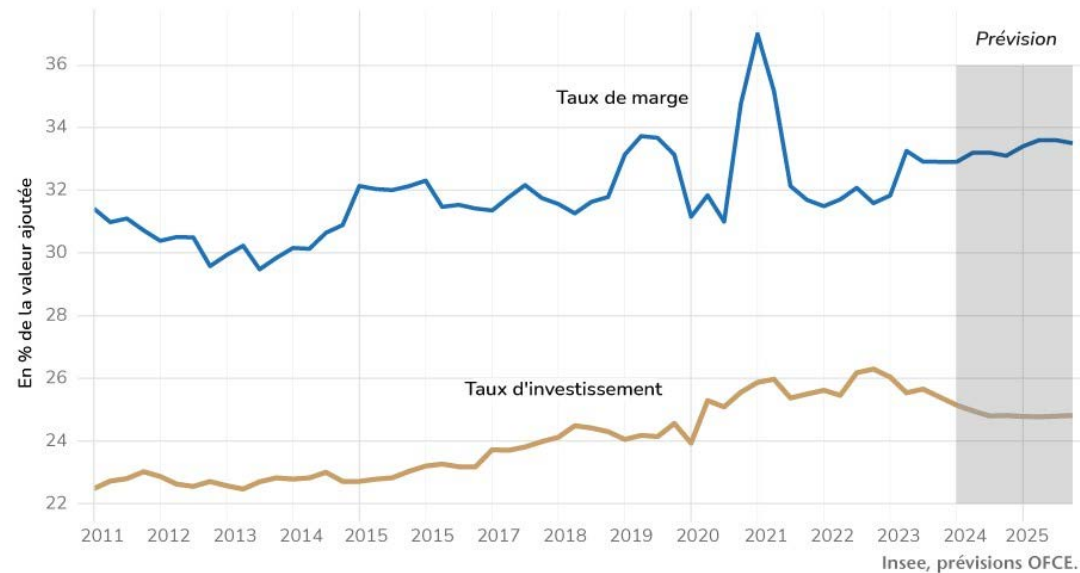
En %	2023		2024				2025				2023	2024	2025
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
PIB	0,0	0,1	0,1	0,2	0,3	0,1	0,4	0,4	0,4	0,4	0,9	0,5	1,2
Consommation privée	0,5	0,0	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,7	0,9	1,4
Consommation APU	0,3	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,7	0,0
FBCF totale	0,2	-0,9	-0,6	-0,5	-0,3	0,0	0,2	0,3	0,4	0,5	1,1	-1,6	0,5
FBCF SNF-EI	0,3	-0,9	-0,9	-0,6	-0,3	0,1	0,3	0,3	0,4	0,5	2,7	-1,7	0,6
FBCF Ménages	-1,1	-1,1	-1,3	-0,9	-0,6	-0,4	-0,2	0,1	0,2	0,3	-5,1	-4,3	-0,8
FBCF APU	1,6	0,0	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	4,5	2,3	1,4
Exportations	-0,7	0,0	0,3	1,3	1,5	0,4	0,9	0,9	0,9	0,9	1,5	2,5	3,7
Importations	-0,4	-2,3	0,9	0,2	1,2	1,3	1,0	0,8	0,7	0,6	-0,1	0,7	3,8
Contributions													
Demande intérieure hors stocks	0,4	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,8	0,3	0,9
Variations de stocks	-0,3	-0,6	0,3	-0,2	0,1	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,4	-0,3	0,4
Solde commercial	-0,1	0,8	-0,2	0,4	0,1	-0,3	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,5	0,6	-0,1

Insee, prévisions OFCE.

Le taux d'investissement des entreprises baisse mais pas le taux de marge

❑ Demande atone, hausse du coût du crédit, dettes élevées (PGE) et sortie des aides exceptionnelles pèsent sur l'investissement

❑ Taux de marge (macroéconomique) relativement élevé n'empêche pas la remontée des faillites en raison de la forte hétérogénéité sectorielle

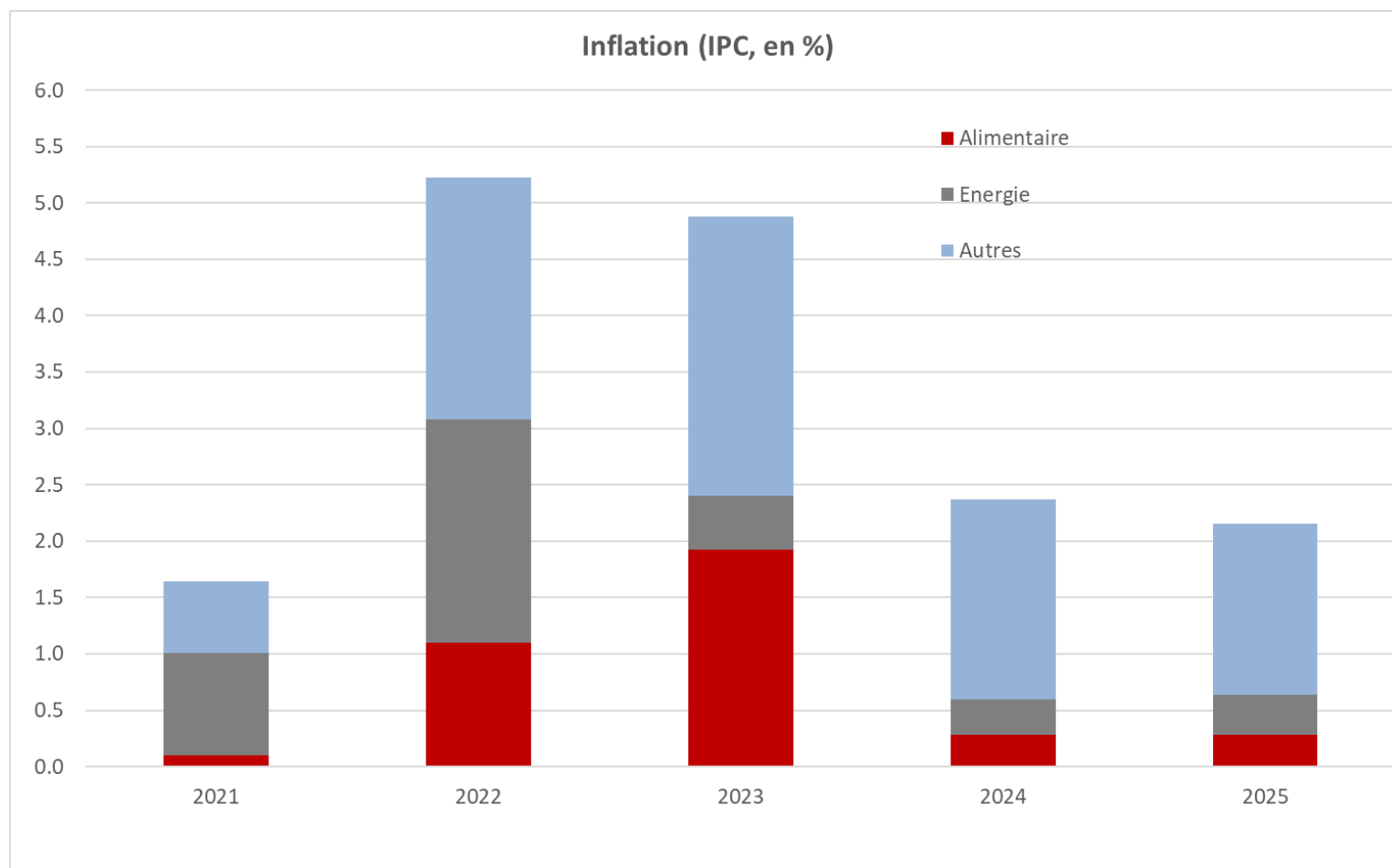


Insee, calculs OFCE.

Prévisions d'inflation, de pouvoir d'achat et de taux d'épargne

Une inflation qui baisse nettement

- **Une inflation (IPC) prévue à 2,4 % en 2024 et 2,2 % en 2025 (après 4,9 % en 2023)**
 - En raison d'une forte baisse de la contribution de l'inflation énergétique et alimentaire...
 - ...et des effets de second tour limités



Sources : Insee, prévisions OFCE

Le pouvoir d'achat tiré à nouveau par la hausse des salaires réels

- ❑ Une hausse de 1 % pouvoir d'achat par unité de consommation (UC) en 2024...
 - ❑ Soutenue par la hausse des salaires réels et la revalorisation des prestations sociales
- ❑ ...qui serait beaucoup plus modérée en 2025 (0,2 %)
 - ❑ Faible dynamisme des prestations et des revenus du patrimoine (baisse des taux...)

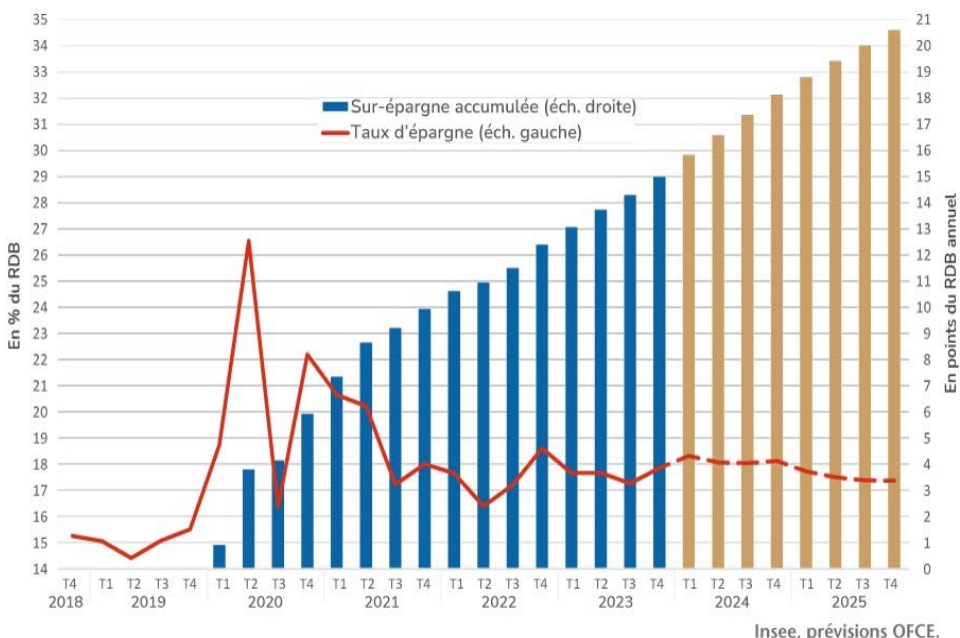
Tableau 5. Compte des ménages

En %	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
RDB nominal	3,4	1,2	4,2	5,1	7,3	3,9	2,7
Déflateur de la consommation	0,8	0,9	1,5	4,9	6,4	2,3	2,0
IPC	1,1	0,5	1,6	5,2	4,9	2,4	2,2
RDB réel	2,6	0,3	2,6	0,2	0,8	1,5	0,7
RDB réel par UC	2,0	-0,3	2,1	-0,4	0,3	1,0	0,2
Consommation des ménages (en vol)	1,8	-6,7	5,1	2,1	0,6	0,9	1,4
Taux d'épargne (en % du RDB)	15,0	21,0	19,0	17,5	17,6	18,1	17,5
SMPT nominal	2,2	-3,7	5,0	5,6	4,4	3,3	3,2
SMPT réel (déflaté par l'IPC)	1,1	-4,1	3,4	0,3	-0,5	0,8	1,0

Insee, prévisions OFCE.

Le taux d'épargne reste élevé en 2024 et baisse en 2025

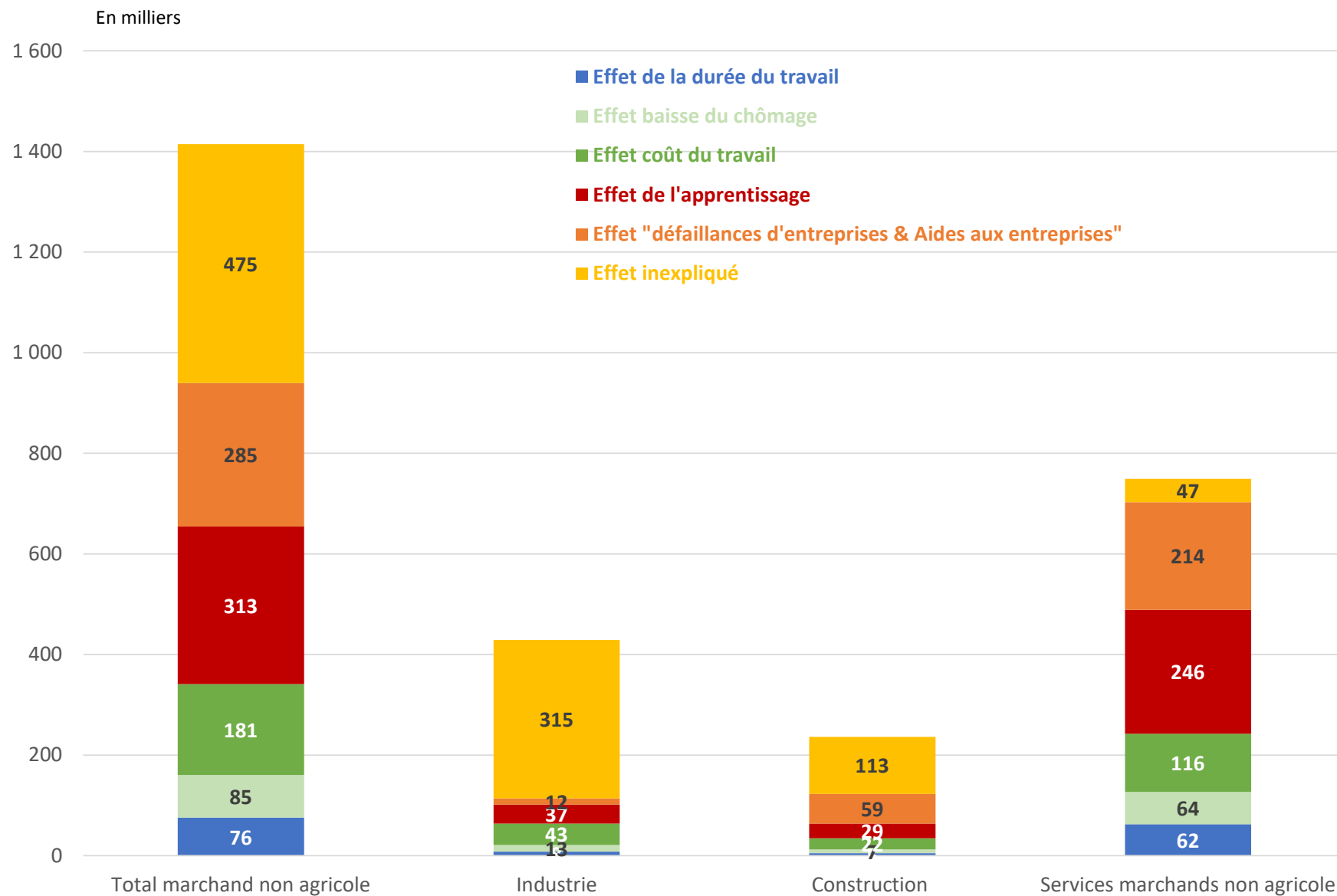
- Fin 2023, le taux d'épargne est encore 3 points de RDB au-dessus de son niveau d'avant crise
 - Une « sur-épargne » accumulée qui a atteint 15 points de RDB annuel...mais les ménages ne sont pas plus riches en valeur réelle de leur patrimoine en raison de la « taxe inflationniste »



- Le taux d'épargne resterait élevé en 2024 (18,1 %), avant de se réduire en 2025 (17,5 %)
 - Cohérent avec l'évolution attendue des taux d'intérêt à court terme, des prix à la consommation, de la valeur des actifs et du taux de chômage.

Evolution du marché du travail et cadrage budgétaire

On explique près de 66% de l'effet emploi depuis 2019 !



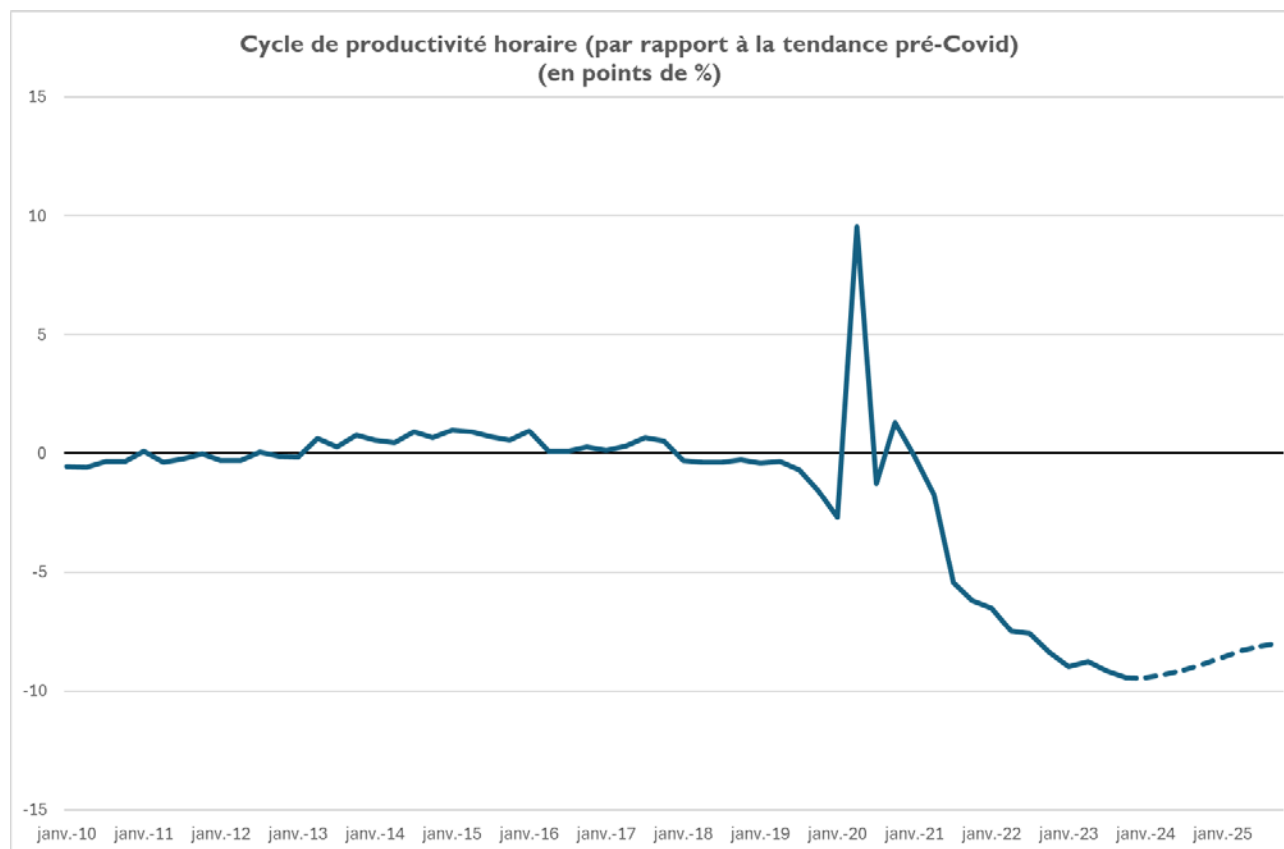
Un cycle de productivité très dégradé... qui devrait partiellement se refermer

❑ Les hypothèses sur 2024-2025...

- ❑ Fin du soutien public et rétablissement de la durée du travail à son niveau d'avant crise
- ❑ Stabilisation du stock d'apprentis et baisse modérée des contrats aidés hors apprentis

❑ ...conduisent à rattraper une partie des pertes de productivité (par rapport à la tendance) sur 2024-2025

- ❑ Environ 1/6 des pertes perdues



Sources : Insee,
prévisions OFCE

Un emploi qui se stabilise sur 2024-2025 mais un taux de chômage qui augmente

- ❑ **Près de 100 000 emplois perdus au cours de l'année 2024...**
 - ❑ Dont -138 000 liés aux salariés du secteur marchand
- ❑ **...mais plus de 100 000 retrouvés en 2025**
 - ❑ Grâce à une croissance du PIB plus soutenue et des emplois non salariés toujours dynamiques
- ❑ **...et un taux de chômage à 8,2 % fin 2024 puis 8,1 % fin 2025 (hors effet réforme RSA)**
 - ❑ Une hausse significative de la population active (+220 000 sur 2024-2025) liée à la réforme des retraites de 2023

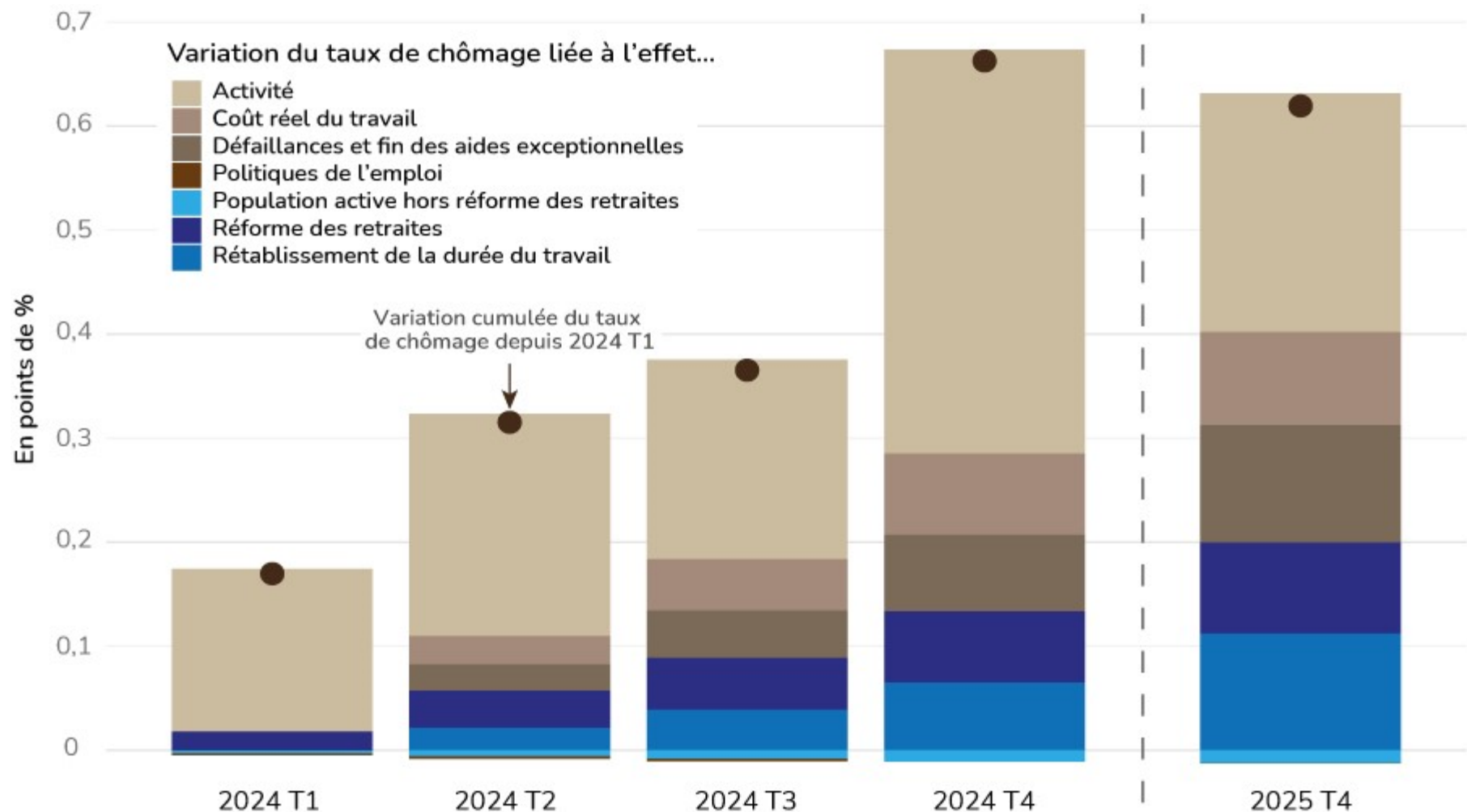
Tableau 6. Évolution du marché du travail

En milliers	Variation (T/T-1)				Variation (T/T-4)		
	2024				2023	2024	2025
	T1	T2	T3	T4			
Emploi salarié	-30	-22	8	-71	157	-115	69
Marchand	-40	-32	5	-74	99	-138	55
Non marchand	10	10	3	3	47	26	13
Emploi non salarié	5	5	5	5	131	20	36
Emploi total	-24	-17	13	-64	208	-92	104
<i>Variation en %</i>	-0,1	-0,1	0,0	-0,2	0,7	-0,3	0,3
Taux de chômage*	7,7	7,8	7,9	8,2	7,5	8,2	8,1
Population active (en %)	0,1	0,1	0,1	0,1	0,8	0,4	0,3
<i>Dont réforme retraite de 2023</i>						0,3	0,3

Insee, Dares, prévisions OFCE.

* En %, en fin de période

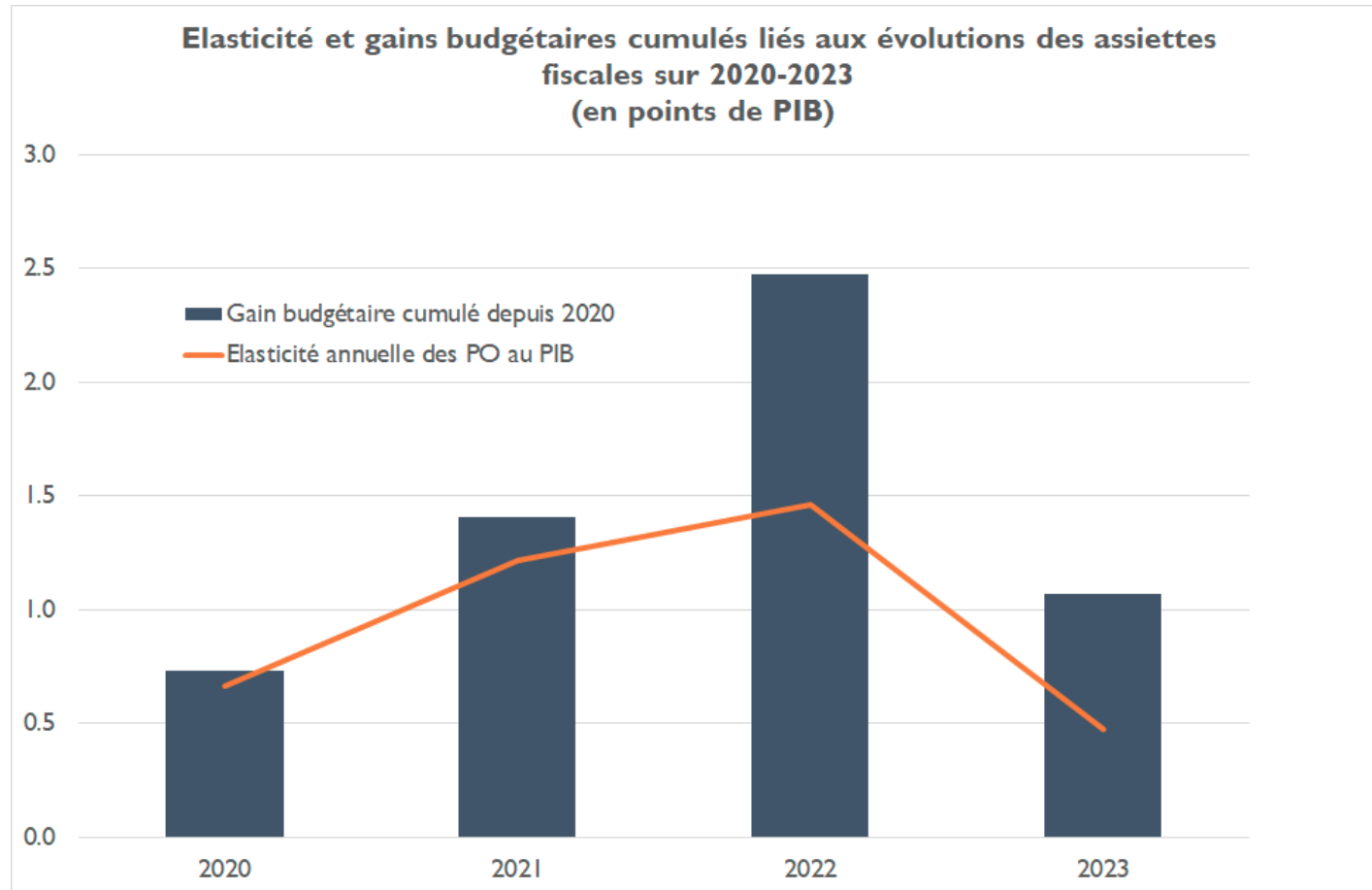
Une hausse du taux de chômage de 0,7 point d'ici à fin 2024 (et 0,6 point fin 2025)



Comptes trimestriels, Insee, prévisions OFCE.

Chute des recettes fiscales en 2023 après plusieurs très bonnes années

- ❑ **Un déficit de 5,5 % du PIB en 2023 plus élevé que prévu dans le PLF 2024 (4,9 %)**
 - ❑ Une perte de -1,4 point de PIB en 2023 en raison d'une très faible élasticité des prélèvements obligatoires au PIB mais qui vient après plusieurs années de gains budgétaires liés au fort dynamisme des assiettes fiscales (gain cumulé de 2,5 points de PIB sur 2020-2022)



Sources : Insee, Cour des comptes, PLF 2024, calculs OFCE

- ❑ **Une baisse significative du montant global des mesures non pérennes entre 2023 et 2024**
 - ❑ -0,9 point de PIB en 2023, dont -0,7 point lié à la fin progressive des mesures énergie (bouclier tarifaire électricité)
- ❑ **Peu de gains à attendre pour 2025**

Tableau 7. Coût budgétaire des mesures non pérennes sur la période 2020-2025

<i>En points de PIB</i>	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Mesures d'urgence	3,0	2,5	0,6	0,1	0,0	0,0
Mesures de relance*	0,1	0,9	0,7	0,4	0,3	0,1
France 2030	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,2
Mesures énergie**	0,0	0,1	0,8	0,9	0,2	0,0
Mesures pouvoir d'achat***	0,0	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0
Total	3,1	3,5	2,6	1,6	0,7	0,3
Fonds du plan de relance européen	0,0	0,5	0,4	0,2	0,1	0,0

Insee, PLF 2024, Cour des comptes, Prévisions OFCE.

* Hors mesures prises dans le cadre du plan de relance de baisse pérenne des impôts sur la production.

** Coût budgétaire net des mesures énergie. Comprend également les chèques énergie et l'indemnité inflation.

*** Y compris revalorisation accélérée des prestations mais hors revalorisation de l'indice fonction publique.

Un déficit à 5 % du PIB en 2024 et 4,4 % en 2025...mais une dette qui augmente

- ❑ **Une baisse des mesures non pérennes et une réduction du déficit public structurel...**
 - ❑ Permet l'amélioration du solde public de 1,4 point de PIB en 2024 et 1,1 point en 2025
- ❑ **...mais une hausse des charges d'intérêts, une croissance inférieure à son potentiel et la fin du financement européen**
 - ❑ Dégrade le solde public de 0,9 point de PIB en 2024 et de 0,5 point en 2025
- ❑ **La dette passerait de 110,6 % du PIB en 2022 à 111,9 % en 2023 et 112,8 % en 2024**
 - ❑ Hausse de la dette s'explique par la baisse de la croissance nominale du PIB (avec reflux de l'inflation) et la hausse du déficit qui stabilise la dette (7 % en 2023, puis 4 % en 2024 et 3,6 % en 2025)

Tableau 8. Évolution des finances publiques

<i>En pts de PIB</i>	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Solde public (= a + b + c + d + e)	-2,4	-8,9	-6,6	-4,8	-5,5	-5,0	-4,4
Solde public primaire (hors mesures temporaires et effet d'activité) (a)	-1,0	-1,2	-2,1	-2,2	-2,2	-1,7	-1,0
Charges d'intérêts (d)	-1,4	-1,3	-1,4	-2,0	-1,8	-2,1	-2,3
Mesures d'urgence / relance / énergie / inflation (b)	0,0	-3,1	-3,5	-2,6	-1,6	-0,7	-0,3
Effet d'activité (y compris effet d'élasticité) (c)	0,0	-3,3	-0,2	1,6	-0,1	-0,7	-0,7
Fonds du plan de relance européen (e)		0,5	0,4	0,2	0,2	0,1	0,0
Dette publique	97,9	114,9	113,0	111,9	110,6	111,9	112,8

Insee, PLF 2024, Cour des comptes, prévisions OFCE.

Croissance française en 2024-2025 est principalement conditionnée :

- Au comportement d'épargne des ménages
- A l'ampleur de l'ajustement budgétaire à venir
- Au rattrapage de productivité des entreprises / Remontée de faillites
- Aux risques géopolitiques et leur impact sur les prix des matières premières et les chaînes de production mondiale
- À la vitesse de baisse des taux et diffusion au marché du crédit

ANNEXES

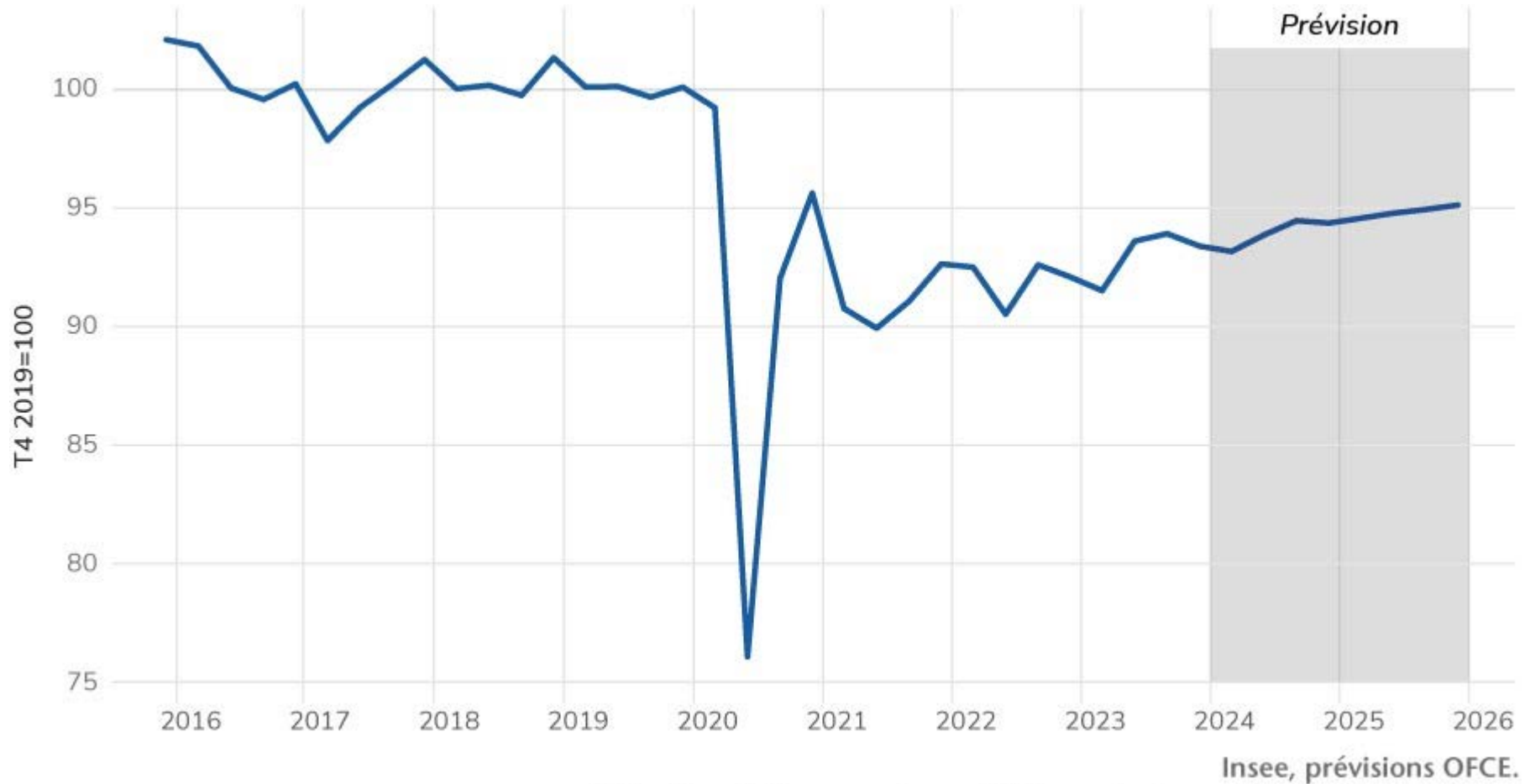
Quel impact des économies de 10 milliards sur la croissance du PIB de 2024 ?

- ❑ Sur les 10 Mds d'économies budgétaires annoncées (0,34 % du PIB), seulement 7,4 Mds de mesures auront un effet sur le PIB de la France (0,25 % du PIB)
- ❑ **Impact sur le PIB (avec multiplicateur) attendu à -0,19 % pour 2024**
 - ❑ Multiplicateur moyen de 0,75 sur les 7,4 Mds de mesures ayant un effet sur l'économie française
 - ❑ Multiplicateur total de 0,55 sur l'ensemble des 10 Mds de mesures budgétaires

	Mesures budgétaires (en Mds d'euros)...		En %
	...annoncées	...ayant un impact sur le PIB France	Impact sur le PIB (avec multiplicateur)
Écologie, développement et mobilité durables	2.1	1.2	-0.03
Travail et emploi	1.1	1.1	-0.04
Recherche et enseignement supérieur	0.9	0.9	-0.02
Engagements financiers de l'État	0.9	0.0	0.00
Aide publique au développement	0.7	0.0	0.00
Cohésion des territoires	0.7	0.7	-0.02
Enseignement scolaire	0.7	0.7	-0.02
Autres	2.8	2.8	-0.07
Total (en Mds d'euros)	10.0	7.4	-0.19
En % du PIB	0.34	0.25	

Sources : Insee, calculs OFCE

Rattrapage progressif d'une part des pertes de part de marché perdues



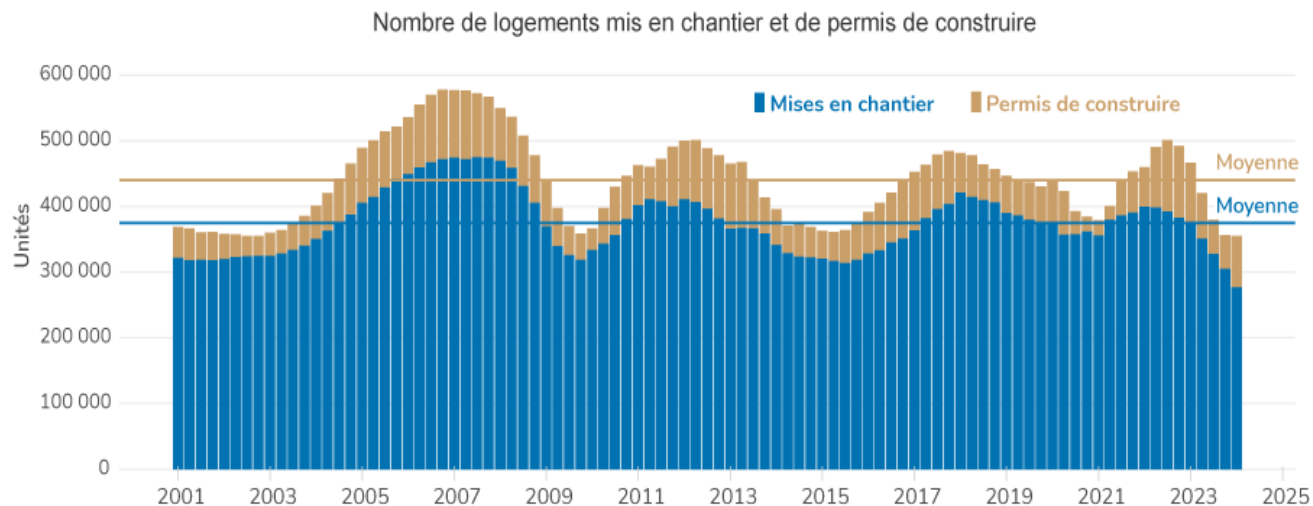
Note : Exportations en volume divisées par la demande adressée en volume.

A la recherche de plus d'un million d'emplois salariés !

		Industrie	Construction	Services Marchands	Total marchand non agricole
Ecart de VA 2023t4 / 2019t4	en %	-4.8	-8.3	5.0	2.2
Tendance de productivité / an (avant crise)	en %	2.0	0.1	0.8	0.9
	en %	-12.6	-8.5	1.7	-1.5
Evolution de l'emploi attendu	en milliers	-356	-126	221	-262
Evolution de l'emploi observée	en %	2.6	7.4	7.4	6.6
	en milliers	73	110	970	1 153
	en %	15.2	15.9	5.7	8.1
Emplois à expliquer	en milliers	429	236	749	1 415

La construction s'écroule...

- ❑ **Chute des permis de construire et des mises en chantier : environ -100 000 actuellement (en cumul annuel) par rapport à la moyenne historique**



- ❑ **Une demande de logements neufs et des perspectives de mises en chantier au plus bas**

